

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et Communauté 1 an 6 mois Ordinaire 1.300 frs 800 frs Avion 3.300 frs 1.700 frs Etranger 1 an 6 mois Ordinaire 1.600 frs 900 frs Avion 3.750 frs 2.300 frs Prix du { Au comptant à l'imprimerie : 75 frs numéro { Par porteur ou par poste : { Togo-France et Communauté : 90 frs { Etranger : Port en sus.	Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 Téléphone : 37-18 — LOME. Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont paya- bles d'avance.	La ligne 80 frs minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone : 27-14 — LOME

SOMMAIRE

LOIS

1962	
23 juillet — Loi n° 62-15 portant modification de la loi n° 62-1 du 5 janvier 1962 (Loi de Finances pour l'exercice 1962)	567
23 juillet — Loi n° 62-16 portant approbation du compte administratif du budget général du Togo pour l'exercice 1960	574
23 juillet — Loi n° 62-17 portant approbation des comptes de la Régie des Eaux de Lomé pour l'année 1961 et intégration de leur solde au budget de la République Togolaise, exercice 1961	574
23 juillet — Loi n° 62-18 portant approbation du compte administratif du budget annexe des Chemins de Fer et du Wharf du Togo pour l'exercice 1961	574

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT

1962	
18 juillet — Décret n° 62-98 fixant le contingent des décorations de l'Ordre du Mono à attribuer au titre de l'année 1962 et le prix de vente des insignes	574

19 juillet — Décret n° 62-99 fixant les conditions de nomination et portant attribution d'indices fonctionnels aux inspecteurs du Corps de Contrôle	575
20 juillet — Décret n° 62-100 portant création d'un service de répression du trafic illicite des stupéfiants au Togo	575
26 juillet — Décret n° 62-101 portant création d'une agence spéciale dans la circonscription administrative de Pagouda	576
1 ^{er} août — Décret n° 62-102 portant révocation du Maire de Sokodé	583
2 août — Décret n° 62-103 fixant le statut particulier des cadres du personnel judiciaire	577
2 août — Décret n° 62-104 portant approbation du budget additionnel de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales du Togo (exercice 1962)	581
4 août — Décret n° 62-105 créant des postes de secrétaires d'Etat	582
4 août — Décret n° 62-106 autorisant l'émission de bons de substitution à l'ordre de l'Association Internationale de Développement	582
4 août — Décret n° 62-107 constituant la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, dépositaire des bons de substitution émis à l'ordre de l'Association Internationale de Développement	582
4 août — Décret n° 62-108 autorisant l'émission de bons de substitution à l'ordre de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement	582
4 août — Décret n° 62-109 constituant la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, dépositaire des bons de substitution émis à l'ordre de la Banque Internationale pour le Développement et la Reconstruction	582

1962

- 20 juillet — Arrêté n° 62-85 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et des cafés triages et brisures de la récolte 1961-1962 583

Arrêtés et décision portant nomination d'un conseil d'arbitrage, désignation d'un chef de canton et autorisation d'ouverture d'un dépôt de médicament 583

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décisions portant rengagements et avancements d'échelon 584

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décisions portant nomination et affectations 584

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1962

- 25 juillet — Arrêté n° 58/INT portant annulations et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de moyen exercice de Bassari, exercice 1962 585

Arrêté et décisions portant désignation de fonctions, affectations, licenciement — engagement, internement et interdictions de séjour 585

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

1962

- 23 juillet — Décision n° 298/D/MFAE/MF/F autorisant un paiement au titre des contributions de la République Togolaise au fonctionnement des organismes internationaux pour l'année 1962 587

23 juillet — Arrêté n° 204-MFAE/MF/FA portant création d'une caisse de menues recettes à la Pharmacie d'Approvisionnement du Togo 588

25 juillet — Arrêté n° 209-MFAE/MF/FA portant création d'une caisse de menues recettes au service de l'Aéronautique civile du Togo 588

Arrêté n° 203/MFAE/MF/F du 23 juillet 1962 portant remboursement d'une somme au profit de la Société Union Electrique d'Outre-Mer à Lomé 588

Décision n° 299-D/MFAE/MF/F du 23 juillet 1962 autorisant le mandatement d'une somme au nom du receveur principal des Postes et Télécommunications du Togo à Lomé 588

Décision n° 302-D/MFAE/MF/F du 26 juillet 1962 autorisant le mandatement d'une somme au profit de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales du Togo 589

Arrêté n° 9/MFAE/AE du 26 juillet 1962 portant diminution de dotation de crédit mis à la disposition de la Commune de Lomé 589

Décision n° 308-D/MFAE/MF/F du 26 juillet 1962 autorisant un virement 589

Décision n° 315/D/MFAE/MF/F du 31 juillet 1962 accordant une avance à la Compagnie ASTRA Lomé 589

Arrêtés et décisions portant nomination, octroi d'une indemnité de stage, attribution d'une indemnité compensatrice de congé et complément de salaire, concession de pensions, additif et rectificatif à de précédentes décisions portant nomination et octroi de subvention et approbation de rôles 589

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1962

27 juillet — Arrêté n° 4/MEN fixant le stationnement des écoles officielles pour l'année scolaire 1961-62 595

Décision chargeant de cours de spécialité des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés, additif et rectificatif à de précédents arrêtés portant classement des directeurs et directrices d'écoles pour l'année scolaire 1961-62 et suppression de bourses d'études 598

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décisions portant prise en charge par le service des Travaux Publics de trois aides-géomètres topographes, affectations, licenciement et rectificatifs à de précédentes décisions portant affectations 598

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORETS

Décisions portant affectation et virement de budget à budget du salaire d'un agent contractuel de l'Agriculture 599

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1962

19 Juillet — Arrêté n° 215/MFP fixant la rémunération des fonctionnaires et agents d'administration remplissant les fonctions de chef de circonscription administrative. 599

Décision n° 659 — D/MTAS-FP du 26 juillet 1962 fixant les dates et les centres des sessions d'examen de fin d'apprentissage et nommant les membres des sous-commissions chargés de l'examen. 602

Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisation, affectations, mises et maintien en disponibilité, rappels à l'activité, suspension provisoire d'effets d'un contrat, cessation de fonctions, remise d'un fonctionnaire des C.F.O.C.N.D. à la disposition du Gouvernement de la République du Dahomey, suspension de fonctions, licenciements et rectificatif à un précédent arrêté portant intégration et affectation. 600

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décisions portant nomination et affectations, 602

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Office des change (avis n ^{os} 381 et 382)	603
Conservation de la Propriété foncière (avis d'immatriculation)	603
Avis d'inscriptions modificatives et d'inscriptions au registre de commerce.	605
Avis de vente de fonds de commerce	605
Nécrologie	605

LOIS

LOI N^o 62-15 du 23-7-62 portant modification de la loi N^o 62-1 du 5 janvier 1962 (loi de finances pour l'exercice 1962).

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Est autorisé un emprunt sans intérêts de treize millions cent mille francs auprès de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Togo, destiné à l'équipement du Wharf.

Ce prêt est remboursable en 4 ans conformément à l'échéancier suivant :

1963	3 Millions
1964	3 Millions
1965	3 Millions
1966	4,1 Millions

Art. 2. — Sont ouverts les comptes spéciaux ci-après :

« Participation de l'Etat à des réalisations diverses effectuées sur Fonds d'Aide Extérieure ».

Ce compte sera crédité des ressources affectées à la couverture des charges résultant pour l'Etat de conventions, et provenant soit de versements au Budget Général, soit de versements de comptes spéciaux, soit d'emprunts, soit de taxes spéciales.

Il sera débité des dépenses à la charge de l'Etat en vertu des conventions de financement, et des réintégrations aux Budgets de l'Etat des recettes inemployées.

« Avance au Mouvement de Jeunesse Pionnière Agricole ».

Ce compte sera débité des avances consenties au Mouvement de Jeunesse Pionnière. Il sera crédité des remboursements effectués par cet organisme.

Art. 3. — Les crédits ouverts aux Ministères au titre des dépenses ordinaires de fonctionnement pour l'exercice 1962 sont modifiés conformément au tableau B ci-joint en annexe.

Art. 4. — Les ressources affectées au Budget d'Investissement de 1962 sont évaluées à la somme de soixante quatorze millions dix mille francs conformément au développement qui en est donné par l'état J annexé à la présente loi

Art. 5. — Il est ouvert à l'Assemblée Nationale et aux ministères pour l'exercice 1962, au titre du budget d'investissement des autorisations de programme et des crédits de paiement pour un même montant de : soixante quatorze millions dix mille francs conformément à la répartition par titres, chapitres et articles qui est donnée à l'état K annexé à la présente loi.

Art. 6. — Les prévisions de recettes et les crédits de paiements inscrits au budget d'investissement par des lois précédentes au titre d'exercices antérieurs, et reportés à l'exercice 1962, demeurent ouverts avec la même répartition jusqu'à achèvement des opérations correspondantes ou annulation pour transferts et virements ou encore annulation pour faute d'emploi.

Art. 7. — Les ressources affectées aux comptes d'affectation spéciale et aux comptes de prêts et avances, ainsi que les crédits ouverts aux ministères au titre de ces mêmes comptes pour l'année 1962 sont modifiés conformément à l'état E annexé à la présente loi.

Art. 8. — Les modifications indiquées aux articles 3 et 7 précédents font apparaître :

Budget général

Une augmentation de quatre vingt cinq millions trois cent soixante et onze mille francs en dépenses.

Comptes spéciaux

En recettes : Une augmentation de deux cent soixante deux millions sept cent trente sept mille trois cent quarante huit francs.

En dépenses : Une augmentation de deux cent quatre vingt un millions sept cent trente sept mille trois cent quarante huit francs.

Art. 9. — Les charges nettes résultant des opérations prévues aux articles 3 et 7 ci-dessus soit 339.342.000 francs pour le budget général et 179.251.914 francs pour les comptes spéciaux et les comptes de commerce seront couvertes par des ressources de trésorerie.

Art. 10. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 23 juillet 1962.

S. E. Olympio

ETAT B
BUDGET GENERAL
Dépenses de fonctionnement

CHAP	ART	DESIGNATION DES DEPENSES	PREVISIONS INITIALES	PREVISIONS MODIFIEES	+	=
		MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	En milliers de francs CFA			
9		<i>Dépenses de Matériel</i>				
	3	Gendarmerie	6.500	7.500	1.000	»
		MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES				
10		<i>Dépenses de Personnel</i>				
	4	Ambassade du Togo à Paris	7.151	7.301	150	»
		MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES				
11		<i>Dépenses de Matériel</i>				
	4	Ambassade du Togo à Paris	1.800	2.350	550	»
	6	Ambassade du Togo à Bonn	1.600	4.840	3.240	»
		MINISTERE DE L'INTERIEUR				
12		<i>Dépenses de Personnel</i>				
	4	Direction de l'Intérieur	6.568	7.268	700	»
	7	Service de la Sûreté	87.783	89.183	1.400	»
		MINISTERE DE L'INTERIEUR				
13		<i>Dépenses de Matériel</i>				
	2	Cabinet du Ministre et du Secrét. d'Etat	300	400	100	»
	3	Direction de l'Intérieur	2.200	2.900	700	»
	9	Service de l'Information	8.412	10.912	2.500	»
		MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES				
15		<i>Dépenses de Matériel</i>				
	17	Central Mécanographique	5.325	5.583	258	»
		MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, TRANSPORTS, ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS				
19		<i>Dépenses de Matériel</i>				
	5	Service des Travaux Publics	3.400	4.080	680	»
		MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORETS				
20		<i>Dépenses de Personnel</i>				
	7	Service du Conditionnement	11.830	13.886	2.056	»
		MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE				
22		<i>Dépenses de Personnel</i>				
	3	Indemnités de déplacements et de Missions	2.950	3.550	600	»
	10	Campagne Anti-variologique	»	650	650	»
23	nouveau	<i>Dépenses de Matériel</i>				
	9	Campagne anti-variologique	»	40	40	»
		MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE				
24		<i>Dépenses de Personnel</i>				
	8	Service des Affaires Sociales	1.223	3.340	2.117	»
		MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE				
25		<i>Dépenses de Matériel</i>				
	7	Service des Affaires Sociales	17.925	21.645	3.720	»
29		DEPENSES COMMUNES DE MATERIEL				
	8	Dépenses de Matériel pour Experts en mission au Togo	3.000	7.000	4.000	»
35		SUBVENTIONS				
	2	Subventions au Budget d'Equipeement	»	60.910	60.910	»
		Total	167.967	253.338	85.371	»

ETAT E

*Ressources et Plafonds de crédits des Comptes
d'affectation et prêts et avances pour l'année 1962*

Désignation des Comptes	Ressources	Plafonds de crédits	Excédents des crédits
Participation de l'Etat à des réalisations diverses sur Fonds d'Aide extérieure	262.737.348	262.737.348	»
Avances au Mouvement de Jeunesse Pionnière Agricole	»	19.000.000	19.000.000
	262.737.348	281.737.348	19.000.000

ETAT J

BUDGET D'INVESTISSEMENT

Recettes affectées au budget d'investissement exercice 1962

Titre	Chap.	Art.	Parag.	Désignation des Recettes	Prévisions
I				PRODUIT DE TAXES	
II				SUBVENTIONS DU BUDGET GENERAL	
	1			Subventions	60.910
	2			Subventions pour participation de la République togolaise à des opérations réalisées sur Fonds de concours	»
III				FONDS DE CONCOURS	
	1			Collectivités	»
		1		Communes	»
		2		Circonscriptions	»
	2			Etablissements Publics	»
	3			Sociétés d'Etat	»
	4			Aide Extérieure	»
		1		Organismes Internationaux	»
		2		Pays Etrangers	»
		3		Sociétés	»
		4		Particuliers	»
IV				PRETS ET EMPRUNTS	
	1	1	1	a) Chambre de Commerce	13.100
					74.010

ETAT K

BUDGET D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Titre	Chap.	Art.	§	Désignation des Dépenses	Montant autorisation de programme	Montant crédit de paiement	Mode de Financement
I				INVESTISSEMENTS EFFECTUES PAR L'ETAT ASSEMBLEE NATIONALE PRESIDENCE	En milliers de francs CFA		
	1						
	2						
		1		Travaux :			
			1	Palais du Gouvernement	5.460	5.460	»
			2	Secrétariat au Plan et à l'Organisation	»	»	»
			3	Secrétariat à l'Information, Presse	»	»	»

Titre	Chap.	Art.	Parag.	DESIGNATION DES DEPENSES	Montant autorisation de programme	Montant crédit de paiement	Mode de Financement
En milliers de francs.CFA							
			4	Service de l'Information	»	»	»
			5	Service de la Radiodiff.	»	»	»
			6	Imprimerie	»	»	»
		2		EQUIPEMENT			
			1	Palais du Gouvernement	13.600	13.600	»
			2	Secrétariat au Plan et à l'Organisation	»	»	»
			3	Secrétariat à l'Information, Presse	»	»	»
			4	Service de l'Information	»	»	»
			5	Service de la Radiodiffusion	»	»	»
			6	Imprimerie	6.000	6.000	»
3				DEFENSE NATIONALE			
		1		Travaux :			
			1	Ministère			
			2	Gendarmerie Nationale	2.000	2.000	»
			3	Forces Armées	»	»	»
		2		EQUIPEMENT			
			1	Ministère			
			2	Gendarmerie Nationale	»	»	»
			3	Forces Armées	»	»	»
4				AFFAIRES ETRANGERES			
		1		Travaux :			
			1	Ministère			
			2	Représentation à l'ONU	»	»	»
			3	Ambassades — Consulats	»	»	»
		2		EQUIPEMENT			
			1	Ministère			
			2	Représentation à l'ONU	»	»	»
			3	Ambassades — Consulats	»	»	»
5				MINISTERE DE L'INTERIEUR			
		1		Travaux :			
			1	Ministère			
			2	Circonscriptions	6.500	6.500	»
			3	Service de la Sûreté	»	»	»
			4	Garde Togolaise	5.000	5.000	»
			5	Etablissements Pénitentiaires	3.500	3.500	»
		2		EQUIPEMENT			
			1	Ministère			
			2	Circonscriptions	»	»	»
			3	Service de la Sûreté	»	»	»
			4	Garde Togolaise	»	»	»
			5	Etablissements Pénitentiaires	»	»	»
6				MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES			
		1		Travaux :			
			1	Ministère			
			2	Service du Matériel et du Transit	»	»	»
			3	Garage Central	»	»	»
			4	Service des Finances	»	»	»
			5	Agences spéciales	2.000	2.000	»
			6	Service des Douanes	»	»	»
			7	Service des Contributions directes	»	»	»
			8	Service des Domaines et de l'Enreg.	»	»	»
			9	Service Topographique	»	»	»
		2		EQUIPEMENT			
			1	Ministère			
			2	Service du Matériel et du Transit	»	»	»
			3	Garage Central	»	»	»
			4	Service des Finances	»	»	»
			5	Agences spéciales	»	»	»
			6	Service des Douanes	»	»	»
			7	Service des Contributions directes	»	»	»
			8	Service des Domaines et de l'Enreg.	»	»	»
			9	Service Topographique	»	»	»

Titre	Chap.	Art.	Parag.	DESIGNATION DES DEPENSES	Montant autorisation de programme	Montant crédit de paiement	Mode de Financement
	7	1		MINISTERE DE LA JUSTICE	En milliers de francs CFA		
			1	Travaux :			
			1	Ministère			
			2	Cour Suprême	»	»	»
			3	Cour d'Appel	»	»	»
			4	Juridiction de 1 ^{re} Instance de Droit Moderne	»	»	»
	7	2		EQUIPEMENT			
			1	Ministère			
			2	Cour Suprême	»	»	»
			3	Cour d'Appel	»	»	»
			4	Juridiction de 1 ^{re} Instance de Droit Moderne	»	»	»
	8			MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, MINES, TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS.			
		1		Travaux :			
			1	Ministère			
			2	Mines et Géologie	»	»	»
			3	Service Météorologique	»	»	»
			4	Service des Travaux Publics	»	»	»
			5	Service des Postes et Télécommunications	2.100	2.100	»
			6	Service de la Navigation Aérienne	»	»	»
		2		EQUIPEMENT			
			1	Ministère			
			2	Mines et Géologie	»	»	»
			3	Service Météorologique	»	»	»
			4	Service des Travaux Publics	»	»	»
			5	Service des Postes et Télécommunications	»	»	»
			6	Service de la Navigation Aérienne	»	»	»
	9			MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORETS			
		1		Travaux :			
			1	Ministère			
			2	Service de l'Agriculture	»	»	»
			3	Service de l'Elevage	»	»	»
			4	Service des Eaux et Forêts	»	»	»
			5	Service du Conditionnement des Produits	»	»	»
		2		EQUIPEMENT			
			1	Ministère			
			2	Service de l'Agriculture	»	»	»
			3	Service de l'Elevage	»	»	»
			4	Service des Eaux et Forêts	»	»	»
			5	Service du Conditionnement des Produits	»	»	»
	10			MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE			
		1		Travaux :			
			1	Ministère			
			2	Direction	5.300	5.300	»
			3	Pharmacie d'Approvisionnement	»	»	»
			4	Assistance Médicale	4.000	4.000	»
			5	Service d'Hygiène	»	»	»
			6	Service de la Lutte Antipalustre	»	»	»
			7	Service d'Hygiène M. et de Prophylaxie	»	»	»
		2		EQUIPEMENT			
			1	Ministère			
			2	Direction	»	»	»
			3	Pharmacie d'Approvisionnement	»	»	»
			4	Assistance Médicale	»	»	»
			5	Service d'Hygiène	»	»	»
			6	Service de la Lutte Antipalustre	»	»	»
			7	Service d'Hygiène M. et de Prophylaxie	»	»	»

Titre	Chap.	Art.	Parag.	DESIGNATION DES DEPENSES	Montant autorisation de programme	Montant crédit de paiement	Mode de Financement
					En milliers de francs CFA		
	11			MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
		1		Travaux :			
			1	Ministère			
			2	Service de l'Inspection du Travail	»	»	»
			3	Service de la Main d'œuvre	»	»	»
			4	Service des Affaires Sociales	3.500	3.500	»
			5	Ecole Togolaise d'Administration	»	»	»
			6	Bibliothèque Nationale	»	»	»
			7	Mouvement de la Jeunesse Pionnière Agricole	»	»	»
		2		EQUIPEMENT			
			1	Ministère			
			2	Service de l'Inspection du Travail	»	»	»
			3	Service de la Main d'œuvre	»	»	»
			4	Service des Affaires Sociales	»	»	»
			5	Ecole Togolaise d'Administration	»	»	»
			6	Bibliothèque Nationale	»	»	»
			7	Mouvement de la Jeunesse Pionnière Agricole	»	»	»
	12			MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
		1		Travaux :			
			1	Ministère			
			2	Direction	»	»	»
			3	Enseignement Secondaire	»	»	»
			4	Cours Complémentaires	»	»	»
			5	Enseignement Primaire	»	»	»
			6	Enseignement Technique	»	»	»
			7	Education Physique	»	»	»
			8	B.U.S.	»	»	»
			9	Inspection Médicale	»	»	»
		2		EQUIPEMENT			
			1	Ministère			
			2	Direction	»	»	»
			3	Enseignement Secondaire	»	»	»
			4	Cours Complémentaires	»	»	»
			5	Enseignement Primaire	»	»	»
			6	Enseignement Technique	»	»	»
			7	Education Physique	»	»	»
			8	B.U.S.	»	»	»
			9	Inspection Médicale	»	»	»
	13			RESEAU DES CHEMINS DE FER ET DU WHARF			
			1	Travaux :			
			1	Réseau C.F.T.	»	»	»
			2	Wharf	»	»	»
		2		Equipement			
			1	Réseau	1.950	1.950	»
			2	Wharf	13.100	13.100	»
	14			DEPENSES COMMUNES D'INVESTISSEMENT			
			1	Travaux :			
			2	Equipement	»	»	»
II				PRISE DE PARTICIPATION OU ACCROISSEMENT DE PARTICIPATIONS AU CAPITAL D'ORGANISMES PUBLICS OU PRIVES.			
	15			Organismes publics	»	»	»
	16			Organismes privés	»	»	»
III				SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS ACCORDEES PAR L'ETAT			
	17			Organismes publics	»	»	»
	18			Organismes privés	»	»	»
					74.010	74.010	»

BUDGET D'INVESTISSEMENT EXERCICE 1962
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Titre	CHAP	ART	Parag.	Ru- bri- que	DESIGNATION DES DEPENSES	CREDIT DE PAYEMENT		Modé de Financement	
						Montant par rubrique	Montant par paragraphe		
1	2	1	1		INVESTISSEMENTS EFFECTUES PAR L'ETAT	En milliers de francs CFA			
					PRESIDENCE				
					Travaux :				
					Palais du Gouvernement				
				a)	Installation électrique dans les jardins	5.460	5.460	Subv. du B. G.	
		2			EQUIPEMENT				
			1		Palais du Gouvernement				
				a)	Ameublement des bureaux	11.600	"	"	
				b)	Fourniture et pose de la lustrerie	2.000	13.600	"	
			6		Imprimerie	"	"	"	
				a)	Règlement des commandes anciennes	3.000	"	"	
				b)	Equipement 2 ^e annexe	3.000	6.000	"	
	3				DEFENSE NATIONALE				
		1			Travaux :				
			2		Gendarmerie Nationale				
				a)	Construction en régie d'un bâtiment à six logements	2.000	2.000	"	
	5				MINISTERE DE L'INTERIEUR				
		1			Travaux :				
			2		Circonscriptions				
				a)	Construction logement, bureaux (y compris agence spéciale) du Chef de la Circonscription de HIHEATRO	6.500	6.500	"	
			4		Garde Togolaise				
				a)	Construction Camp du Peloton de la garde Togo- golaise à Hihéatro	5.000	5.000	"	
			5		Etablissements Pénitentiaires				
				a)	Construction Prison de TSEVIE	3.500	3.500	"	
	6				MINISTERE DES FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES				
		1			Travaux :				
			5		Agence spéciale				
				a)	Construction logement de l'Agent spécial de la Circonscription de Hihéatro	2.000	2.000	"	
	8				MINISTERE DES T.P., MINES, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS				
		1			Travaux :				
			5		Postes et Télécommunications				
				a)	Construction lignes télé. — KEVE — ZOLO — EDZI = 0,84 M. — ASSAHOUN — BA- TOUME 1,26 M.	2.100	2.100	"	
	10				MINISTERE SANTE PUBLIQUE				
			2		Travaux :				
					Direction Santé Publique				
				a)	Construction d'un Centre d'Oto-Rhino-Laryn- gologie	5.300	5.300	"	
					Assistance Médicale	"	"	"	
				a)	Construction d'un nouveau bâtiment dans l'encin- te de l'Asile d'aliénés d'Anécho	4.000	4.000	"	
	11				MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES, ET DE LA FONCTION PUBLIQUE				
		1			Travaux :				
			4		Service des Affaires Sociales				
				a)	Aménagement du bâtiment des services de l'Education de Masse	3.500	3.500	"	
	13				RESEAU DES CHEMINS DE FER ET WHARF				
		2			Equipement				
			1		Réseau du CFT				
			2		a)	Acquisition de dispositifs de relevage	1.950	1.950	"
					Wharf	"	"	"	
				a)	Acquisition de 8 boats et 100 filets sur prêt	13.100	13.100	"	
					TOTAL	74.100	74.100	Prêt de la Chambre de Commerce	

LOI N° 62-16 du 23-7-62 portant approbation du compte administratif du budget général du Togo pour l'Exercice 1960.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Est approuvé le compte administratif du budget général du Togo pour l'exercice 1960, arrêté en recettes et en dépenses comme suit :

Recettes : Budget de fonctionnement	2.815.574.178
Budget d'équipement	625.530.413
Total recettes.	3.441.104.591
Dépenses : Budget de fonctionnement	3.059.346.880
Budget d'équipement	625.530.413
Total dépenses.	3.684.877.293

Art. 2. — L'excédent des dépenses sur les recettes sera couvert par les ressources de trésorerie.

Art. 3. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 23 juillet 1962.

S. E. Olympio

LOI N° 62-17 du 23-7-62 portant approbation des comptes de la régie des eaux de Lomé pour l'année 1961 et intégration de leur solde au budget de la République togolaise, Exercice 1961.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Sont approuvés et arrêtés ainsi qu'il suit, les comptes de la régie des eaux de Lomé pour l'année 1961 :

en recettes : à vingt deux millions deux cent vingt six mille neuf cent quatre vingt dix huit francs	22.826.998 F.
en dépenses : à vingt trois millions deux cent quatre vingt deux mille sept cent quarante quatre francs	23.282.744 F.

Art. 2. — Est ouvert au budget général de la République togolaise, exercice 1961, chapitre 19 « dépenses de matériel » article 9 nouveau, « service des eaux de Lomé », un crédit supplémentaire de quatre cent cin-

quante cinq mille sept cent quarante six francs (455.746 F.) pour permettre l'intégration de l'excédent de dépenses sur les recettes de la Régie des eaux de Lomé pour l'année 1961.

Art. 3. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 23 juillet 1962.

S. E. Olympio

LOI N° 62-18 du 23-7-1962 portant approbation du compte administratif du budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1961.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Est approuvé le compte administratif du budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1961 arrêté en recettes et en dépenses à cinq cent trente neuf millions neuf cent quatre vingt six mille deux cent dix sept francs (539.986.217).

Art. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 23 juillet 1962.

S. E. Olympio

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT

DECRET N° 62-98 du 18-7-62 fixant le contingent des décorations de l'Ordre du Mono à attribuer au titre de l'année 1962 et le prix de vente des insignes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 Septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 Avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 Septembre 1961 susvisée ;

Le conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :

Article premier. — En application des dispositions du décret n° 62-62 du 20 avril 1962, le contingent des décorations de l'Ordre du Mono à attribuer au titre de l'année 1962 ainsi que le prix de vente des insignes sont fixés comme suit :

Grades	Contingents	Prix de vente unitaire
Citoyen émérite	50	2.000
Propugateur	25	2.000
Flambeau	15	4.000
Mainteneur	5	8.000
Grand Siège	2	12.000

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 18 juillet 1962.

S. E. Olympio

DECRET N° 62-99 du 19-7-62 fixant les conditions de nomination et portant attribution d'indices fonctionnels aux inspecteurs du corps de contrôle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République du Togo ;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 pris en exécution de l'article 21 du statut général des fonctionnaires et instituant les diverses catégories hiérarchiques de la fonction publique togolaise, leur organisation en grades ainsi que leur échelonnement indiciaire et notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 61-112 du 22 décembre 1961 portant statut particulier du Corps du personnel de l'Administration Générale et notamment ses articles 22 à 25 ;

Vu le décret n° 60-63 du 11 juillet 1960 portant création d'une Inspection Mobile et Permanente des Services Administratifs et Financiers et notamment son article 7 ;

Sur la proposition du Ministre de la fonction publique et du Ministre des finances et des affaires économiques ;

Le conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :

Article premier. — Les secrétaires d'administration stagiaires affectés à l'Inspection Mobile et Permanente des services administratifs et financiers peuvent, après leur titularisation, être nommés inspecteurs par arrêté du Président de la République sur proposition du chef du service de l'Inspection.

Art. 2. — Lors de leur nomination et avant d'entrer en fonction, les inspecteurs doivent prêter serment dans les termes ci-après :

« Je jure de bien et loyalement remplir mes fonctions et d'observer en tout, les devoirs qu'elles m'imposent ».

Art. 3. — L'emploi d'inspecteur du corps de contrôle est assorti d'une bonification indiciaire égale à 200 points de la grille annexée au décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 susvisé.

Art. 4. — Le ministre de la fonction publique et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 19 juillet 1962.

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Fonction Publique,

P. Akouété

Le Ministre des Finances

et des Affaires Economiques,

H. D. Coco

DECRET N° 62-100 du 20-7-62 portant création d'un service de répression du trafic illicite des stupéfiants au Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant le commerce, la vente, la détention et l'emploi des substances vénéneuses au Togo, ensemble le décret du 25 mai 1932 le complétant ;

Vu l'arrêté n° 47/CAB. du 12 janvier 1948 portant application des dispositions du décret n° 47-2425 du 31 décembre 1947 modifiant la réglementation du commerce, la détention et l'emploi des substances vénéneuses au Togo ;

Sur proposition du Ministre de la Santé Publique ;

Le conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :

Article premier. — Il est créé à la direction de la sûreté nationale à Lomé, un service de police chargé de centraliser tous les renseignements pouvant faciliter la recherche et la prévention du trafic illicite des toxiques stupéfiants et de coordonner toutes les opérations tendant à la répression de ce trafic.

Fonctionnant sous la dénomination de Bureau Central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants, ce service doit être en contact étroit :

a) — avec les inspecteurs chargés de procéder aux visites prescrites par le titre II du décret du 24 mai 1928 sur l'exercice de la pharmacie ;

b) — avec les services des douanes, de la gendarmerie nationale, des contributions indirectes et tous services administratifs et de police appelés à constater les infractions prévues par les articles 115 à 119 du code de la pharmacie et les dispositions réglementaires concernant les substances vénéneuses classées au tableau B,

c) — avec les organismes similaires des autres pays.

Art. 2. — Les fonctionnaires des administrations ci-dessus auxquels des cas de trafics illicites auront été signalés ou qui auront saisi une quantité quelconque de l'un des toxiques stupéfiants classés au tableau B en exécution des dispositions du décret du 4 mai 1928 modifié par le décret du 31 décembre 1947, devront en aviser directement et sans délai le Bureau Central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants, par un rapport mentionnant notamment :

a/ — Dans le cas où il s'agit simplement d'un trafic illicite signalé :

1) — Les indications reçues, avec toutes précisions utiles

2) — si le service saisi dispose de moyens suffisants pour constater l'infraction sans autre concours.

b/ — Dans le cas où il y a arrestation, inculpation ou saisie :

1) — L'indication du ou des délinquants ;

2) — leur résidence habituelle,

- 3) — l'origine, la nature et la quantité des substances saisies,
- 4) — les lieux où les drogues ont été expédiées ou réexpédiées,
- 5) — les procédés employés et les itinéraires suivis par les contrebandiers et, s'il y a lieu, les noms des navires,
- 6) — toutes marques, indications portées sur les emballages et récipients renfermant ou ayant renfermé les stupéfiants saisis.

Un échantillon de chaque produit saisi sera également adressé, avec le rapport, au Bureau Central.

7) — S'il s'agit :

a) — d'un membre de la marine marchande, à quelque titre que ce soit, le nom du navire sur lequel il est en service, ainsi que le relevé de ses précédents embarquements ;

b) — d'un membre de l'équipage d'un aéronef civil, le nom de la compagnie ou société qui l'emploie, la ligne sur laquelle il est en service et le relevé des lignes sur lesquelles il a précédemment navigué.

Art. 3. — En cas d'arrestation, il sera établi, pour chaque délinquant :

- a) — deux fiches dactyloscopiques ;
- b) — une fiche anthropométrique ;
- c) — une notice individuelle signalétique complète ;

d) — quatre jeux de photographies en quatre poses : face et profil droit sans chapeau, trois quarts avec chapeau, en pied, qui seront transmises au Bureau Central.

Art. 4. — Le Bureau Central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants adressera au ministère de la santé publique un rapport sur chaque cas de trafic illicite signalé ou constaté.

En outre, au 15 février de chaque année, il fera parvenir au ministère de la santé publique un rapport général destiné à être transmis à l'Organisation des Nations Unies. Ce rapport sera établi dans la forme prévue par la commission compétente de l'O.N.U.

Pour permettre la rédaction du paragraphe de ce rapport concernant les mesures d'ordre judiciaire prises à l'encontre des trafiquants de stupéfiants, le Parquet adressera, à l'occasion de chaque affaire, au bureau central un bulletin mentionnant la suite judiciaire intervenue.

Art. 5. — Le Bureau Central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants est habilité à prendre contact et à correspondre directement, selon une procédure fixée conjointement par le ministre de l'Intérieur, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la Santé publique avec les organismes similaires des autres Etats et tout autre organisme ayant dans ses attributions la répression du trafic illicite des stupéfiants.

Art. 6. — Le ministre de l'Intérieur, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Santé publique et le ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui

le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 20 juillet 1962.

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Intérieur,

T. Mally

Le Ministre de la Santé Publique,

Dr. G. V. Kpotsra

Pour le Ministre des Affaires Etrangères :

Le Ministre de l'Education Nationale,

chargé de l'expédition des Affaires courantes,

M. Sankarédja

Le Ministre de la Justice,

P. Akouété

DECRET N° 62-101 du 26-7-62 portant création d'une Agence Spéciale dans la circonscription administrative de Pagouda.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'arrêté n° 104/PM. du 28 Mai 1958, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la loi n° 58-8 du 21 Janvier 1958 portant création de la Subdivision de Pagouda (Cercle de Lama-Kara) ;

Vu la loi n° 60-4 du 10 Février 1960 portant réorganisation administrative de la République du Togo ;

Vu l'article 151 du décret du 30 décembre 1912 fixant le régime financier des Territoires d'Outre-Mer et les actes modificatifs subséquents, notamment le décret du 26 Août 1944 ;

Vu l'instruction interministérielle du 23-8-52 sur le fonctionnement des agences spéciales ;

Sur la proposition du Ministre des Finances et des Affaires Economiques ;

DECRETE :

Article premier. — Il est créé une Agence Spéciale chargée du recouvrement des impôts, revenus, produits et taxes diverses et du paiement des dépenses dans la circonscription administrative de Pagouda.

Art. 2. — Son siège est fixé à Pagouda.

Art. 3. — Cette Agence sera placée sous le contrôle direct du Trésorier-Payeur. Son encaisse maximum est fixée à trois millions de francs.

Art. 4. — Les comptabilités de l'Agence de Pagouda seront adressées mensuellement par l'agent spécial au Trésorier-Payeur pour régularisation par les soins du comptable supérieur et des ordonnateurs délégués.

Art. 5. — Les autorisations de dépenses sur les divers budgets seront données à l'agent spécial par le chef de la circonscription administrative de Pagouda sur les crédits mis à la disposition de ce dernier par les ordonnateurs-délégués.

Art. 6. — Le présent décret qui aura effet pour compter du premier janvier 1963, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 26 juillet 1962.

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances

et des Affaires Economiques,

H. D. Coco

DECRET N° 62-103 du 2-8-62 fixant le statut particulier des cadres du personnel judiciaire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-61 fixant certaines modalités d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-62 pris en exécution de l'article 21 du statut général des fonctionnaires et instituant les diverses catégories hiérarchiques de la Fonction Publique, leur organisation en grades et leur échelonnement indiciaires ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice, du Ministre de la Fonction Publique et du Ministre des Finances et des Affaires économiques ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E :

Article premier. — Le statut particulier des cadres du personnel judiciaire prévu à l'article 21 de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 est déterminé conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 2. — Les cadres auxquels s'applique le présent statut sont les suivants :

- 1° — le cadre des commis des greffes et parquets,
- 2° — le cadre des secrétaires des greffes et parquets,
- 3° — le cadre des greffiers.

TITRE I

Cadre des commis des greffes et parquets

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 3. — Les commis des greffes et parquets exécutent, sous la direction des fonctionnaires du cadre des secrétaires des greffes et parquets et du cadre des greffiers, les travaux matériels, notamment de dactylographie, nécessaires au fonctionnement des greffes et secrétariats des juridictions.

Art. 4. — Le cadre des commis des greffes et parquets est classé dans la catégorie D définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 portant modalités d'application du statut général de la Fonction Publique togolaise et à l'article 2 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 instituant les diverses catégories hiérarchiques de la Fonction Publique.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 précité, les fonctionnaires du cadre des commis des greffes et parquets sont répartis entre les trois grades suivants :

- le grade initial de commis de 2^e classe ;
- le grade moyen de commis de 1^{re} classe ;
- le grade terminal de commis principal.

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 5. — Le nombre maximum de candidats à admettre dans le cadre des commis des greffes et par-

quets est fixé chaque année par arrêté conjoint du Ministre de la Justice, du Ministre de la Fonction Publique et du Ministre des Finances.

Art. 6. — Les commis de 2^e classe sont recrutés dans les conditions prévues au Titre II de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et aux articles 8, 10 et 12 à 18 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 susvisés :

1°/ par concours direct ouvert aux candidats justifiant de la possession du certificat d'études primaires élémentaires ou d'un titre ou diplôme reconnu équivalent, figurant sur une liste établie par arrêté conjoint du Ministre de la Fonction Publique et du Ministre de l'Education Nationale ;

2°/ par concours professionnel ouvert aux agents permanents, auxiliaires, contractuels ou temporaires qui sont âgés de 35 ans au plus à la date du concours et satisfont à la condition de durée de services exigée à l'article 35 du décret 61-61 du 21 juillet 1961 précité ;

3°/ sur tires, au choix, parmi les candidats admissibles au concours direct prévu à l'article 13 ci-dessous pour le recrutement du cadre des secrétaires des greffes et parquets.

La répartition des emplois à pourvoir entre les trois modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

— concours direct	50%
— concours professionnel	40%
— sur titres	10%

Art. 7. — Le concours direct et le concours professionnel comportent chacun :

des épreuves écrites d'admissibilité :

- 1°/ une épreuve de français consistant en une dictée et des questions (coefficient 2) ;
- 2°/ une composition française (coefficient 2) ;
- 3°/ deux problèmes d'arithmétique (coefficient 1) ;
- 4°/ une épreuve de dactylographie (coefficient 2) ;
- 5°/ une épreuve facultative de sténodactylographie (coefficient 1) ;

des épreuves orales d'admission :

- 6°/ la lecture à haute voix d'un texte législatif ou judiciaire (coefficient 2) ;
- 7°/ une interrogation sur l'organisation administrative et judiciaire du Togo (coefficient 1) ;

Art. 8. — Les modalités d'organisation et le programme des épreuves des concours sont fixés par arrêté du Ministre de la Justice. Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 7 est éliminatoire. Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 affectée du coefficient 1 est attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être admis dans le cadre des commis des greffes et parquets s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des épreuves.

Art. 9. — Les candidats admis dans le cadre des commis des greffes et parquets sont nommés au 1^{er} échelon au grade de commis de 2^e classe. Ils accomplissent un stage conformément aux dispositions du Titre III de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et du Titre II Chapitre III du décret n° 61-61 susvisés.

TITRE II

Cadre des Secrétaires des Greffes et Parquets

CHAPITRE I

Dispositions Générales

Art. 10. — Les secrétaires des greffes et parquets concourent avec les fonctionnaires du cadre des greffiers au fonctionnement des greffes et des secrétariats des parquets des juridictions.

Les secrétaires des greffes et parquets remplissent encore les fonctions de secrétaires greffiers des Tribunaux coutumiers de première instance et de greffiers des Tribunaux de simple police.

Art. 11. — Le cadre des secrétaires des greffes et parquets est classé dans la catégorie C définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 et à l'article 2 du décret n° 61-62 susvisés.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 précité, les fonctionnaires du cadre des secrétaires des greffes et parquets sont répartis entre les trois grades suivants :

- le grade initial de secrétaire de 2^e classe ;
- le grade moyen de secrétaire de 1^{re} classe ;
- le grade terminal de secrétaire principal.

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 12. — Le nombre maximum de candidats à admettre dans le cadre des secrétaires des greffes et parquets est fixé chaque année par arrêté conjoint du Ministre de la Justice, du Ministre de la Fonction publique et du Ministre des Finances.

Art. 13. — Les secrétaires de 2^e classe sont recrutés dans les conditions prévues au titre II de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et aux articles 8, 10 et 12 à 18 du décret n° 61-61 susvisés :

1^o — par concours direct ouvert aux candidats justifiant de la possession du brevet élémentaire ou du brevet d'études du premier cycle ou d'un diplôme reconnu équivalent par arrêté conjoint du Ministre de la Fonction Publique et du Ministre de l'Education Nationale ;

2^o — par concours professionnel ouvert aux commis des greffes et parquets qui satisfont à la condition de durée de services exigée à l'article 35 du décret n° 61-61 précité ;

3^o — sur titres, au choix, parmi les candidats admissibles au concours direct prévu à l'article 20 ci-dessus pour le recrutement du cadre des greffes.

La répartition des emplois à pourvoir entre les trois modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

— concours direct	50 o/o
— concours professionnel	40 o/o
— sur titres	10 o/o

Art. 14. — Le concours direct et le concours professionnel comportent chacun ;

des épreuves écrites d'admissibilité :

- 1^o une composition française (coefficient 2) ;
- 2^o trois questions portant respectivement sur les éléments de droit ou la procédure civile et commerciale, sur le droit ou la procédure pénale, sur la procédure de droit local (coefficient 3) ;
- 3^o une épreuve de dactylographie (coefficient 2) ;
- 4^o une épreuve faculative de sténodactylographie (coefficient 2) ;

des épreuves orales d'admission :

- 5^o la lecture d'un texte non technique, suivie d'explications et de commentaires (coefficient 2) ;
- 6^o une interrogation sur l'organisation judiciaire et sur l'organisation et le fonctionnement des greffes et parquets (coefficient 1) ;
- 7^o une interrogation sur l'organisation administrative et la géographie du Togo (coefficient 1).

Art. 15. — Les modalités d'organisation et les programmes des épreuves des concours sont fixés par arrêté du Ministre de la Justice.

Les épreuves sont notées de 0 à 20.

Toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 affectée du coefficient 1 est attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être admis dans le cadre des secrétaires des greffes et parquets s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des épreuves.

Art. 16. — Les candidats admis dans le cadre des secrétaires des greffes et parquets sont nommés au 1^{er} échelon du grade de secrétaire de 2^e classe. Ils accomplissent un stage conformément aux dispositions du titre III de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et du titre II chapitre III du décret n° 61-61 susvisés.

TITRE III

Cadre des greffiers

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 17. — Les greffiers dirigent sous l'autorité des magistrats, les greffes ou parquets des juridictions ou concourent à leur fonctionnement comme adjoints d'un greffier de grade plus élevé. Ils peuvent également assurer le secrétariat en chef d'une présidence ou d'un parquet.

Art. 18. — Le cadre des greffiers est classé dans la catégorie B définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 portant modalités d'application du statut général de la fonction publique et à l'article 2 du décret n° 61-62 instituant les diverses catégories hiérarchiques de la fonction publique togolaise.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 précité, les fonctionnaires du cadre des greffiers sont répartis entre les trois grades suivants :

- le grade initial de greffier de 2^e classe ;

- le grade moyen de greffier de 1^{re} classe ;
- le grade terminal de greffier principal.

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 19. — Le nombre maximum de candidats à admettre dans le cadre des greffiers est fixé chaque année par arrêté conjoint du ministre de la justice, du ministre de la fonction publique et du ministre des finances.

Art. 20. — Les greffiers de 2^e classe sont recrutés dans les conditions prévues au Titre II de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et aux articles 8, 10 et 12 à 18 du décret n° 61-61 susvisés :

1° — par concours direct du niveau de la fin des études de l'enseignement du second degré :

2° — par concours professionnel ouvert aux secrétaires des greffes et parquets qui satisfont à la condition de durée de services exigée à l'article 35 du décret n° 61-61 précité ;

3° — sur titres, au choix, parmi les élèves diplômés de l'école togolaise d'administration et parmi les candidats justifiant de la possession de la capacité en droit.

La répartition des emplois à pourvoir entre les trois modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

— concours direct	1/3
— concours professionnel	1/3
— sur titres	1/3

Art. 21. — Le concours direct comporte des épreuves écrites d'admissibilité :

1° une composition française sur un sujet d'ordre général intéressant l'histoire et la géographie, notamment humaine et économique du Togo (coefficient 3) ;

2° deux ou trois questions portant sur des connaissances juridiques générales (coefficient 2) ;

des épreuves orales d'admission :

3° une conversation d'une durée de dix minutes avec le jury sur un sujet permettant à ce dernier d'apprécier à la fois les qualités de réflexion et les connaissances générales des candidats (coefficient 1) ;

4° une interrogation sur les éléments de droit ou procédure civile et commerciale, de droit ou procédure pénale et sur la procédure de droit local (coefficient 1).

Art. 22. — Le concours professionnel comporte — les épreuves écrites d'admissibilité du concours direct.

des épreuves orales d'admission :

1° la conversation prévue à l'article 21 — 3° :

2° une interrogation sur des connaissances juridiques générales (coefficient 1) ;

3° une interrogation sur l'organisation et le fonctionnement des greffes et parquets (coefficient 1).

Art. 23. — Les modalités d'organisation et les programmes des épreuves des concours institués aux articles précédents sont fixés par arrêté du ministre de la justice.

Les épreuves seront notées de 0 à 20.

Toute note inférieure à 7 sera éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 affectée du coefficient 1 sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être admis dans le cadre des greffiers s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des épreuves.

Art. 24. — Les candidats admis dans le cadre des greffiers sont nommés au 1^{er} échelon du grade de greffier de 2^e classe. Ils accomplissent un stage conformément aux dispositions du Titre III de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et du Titre II Chapitre III du décret n° 61-61 susvisés. En outre, ceux qui ont été recrutés par le concours direct ou sur titre avec la capacité en droit suivent obligatoirement, avant leur titularisation, un cycle de formation professionnelle organisé par arrêté du Ministre de la Justice.

CHAPITRE III

Dispositions diverses

Art. 25. — Le Président de la République nomme par décret sur proposition du Ministre de la Justice :

— à l'emploi de greffier en chef de la cour d'Appel le greffier le plus ancien dans le grade le plus élevé du cadre, et, à égalité d'ancienneté le plus âgé ;

— à l'emploi de greffier en chef du Tribunal de Lomé, le greffier de l'échelon ou du grade immédiatement inférieur.

En cas de non acceptation, est nommé le greffier de l'échelon ou grade immédiatement inférieur, et ainsi de suite.

Le Ministre de la Justice nomme par arrêté aux emplois de greffier en chef des sections et justice de paix les greffiers faisant l'objet d'une proposition conjointe du Président de la cour d'Appel et du Procureur Général, les greffiers des sections devant, sauf le cas de non acceptation de poste, être obligatoirement plus élevés en grade.

L'intérim d'un emploi de greffier en chef de juridiction est assuré de plein droit par le greffier ou à défaut le secrétaire des greffes et parquet le plus ancien dans le grade le plus élevé en service dans le greffe considéré si l'absence du greffier en chef est inférieure à 2 mois.

En cas d'absence de plus de 2 mois, le greffier en chef intérimaire est désigné conformément aux dispositions des deux premiers alinéas du présent article.

Art. 26. — Avant d'entrer en fonctions, les greffiers prêtent devant la juridiction à laquelle ils sont affectés le serment suivant : « Je jure et promets de bien et loyalement remplir mes fonctions et d'observer en tout les devoirs qu'elles m'imposent ».

Ce serment n'est pas renouvelé en cas de mutation sauf par le greffier appelé aux fonctions de greffier en chef de la cour d'Appel.

Art. 27. — Les greffiers portent à l'audience le costume qui sera défini par décret du Président de la République.

Art. 28. — Pour l'application de l'article 48 de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, le ministre de la fonction publique désignera, sur la proposition du ministre de la justice, un magistrat de siège et un magistrat du parquet qui exerceront respectivement les fonctions du président et de rapporteur du conseil de discipline.

Art. 29. — Les greffiers admis à faire valoir leurs droits à pension de retraite, ou ceux ayant cessé leurs fonctions pour cause d'incapacité physique, s'ils les ont exercées plus de 15 ans, peuvent être nommés greffiers honoraires sur avis favorable de la commission de discipline.

TITRE IV

Dispositions diverses communes

Art. 30. — Le nombre des fonctionnaires de chacun des cadres régis par le présent décret, qui sont susceptibles d'être placés en position de détachement ou de disponibilité ne peut excéder les pourcentages suivants de l'effectif total de chaque cadre :

— pour le greffiers	20 o/o
— pour les autres cadres	10 o/o

TITRE V

Dispositions transitoires

CHAPITRE PREMIER

Corps des commis des greffes et parquets

Art. 31. — Compte tenu des dispositions du titre X de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et des dispositions transitoires des articles 44 et 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, pourront être reclassés dans le cadre des commis des greffes et parquets, à compter du 1^{er} janvier 1962, sur leur demande et sur la proposition du ministre de la justice, les fonctionnaires appartenant, à la date de publication du présent décret au Journal officiel, à l'ancien cadre local des commis d'administration, en service dans une juridiction d'instance ou l'appel et qui en raison de leur qualification, sont reconnus de niveau équivalent.

Pourront également, conformément aux dispositions de l'article 45 du décret d'application du statut général, être intégrés dans le corps des commis des greffes et parquets les ressortissants togolais provenant des cadres homologues d'autres territoires, en service au Togo à la date de publication du présent décret et qui en raison de leur qualification professionnelle seront reconnus de niveau équivalent.

Les intéressés dont la qualification ne correspondrait pas à celle du nouveau cadre seront constitués en cadre autonome en voie d'extinction.

Ils pourront toutefois accéder à ce nouveau cadre par examen professionnel.

Les commis d'administration visés ci-dessus qui justifieront d'une qualification supérieure à celle normalement exigée des agents de leur ancien cadre, pourront être reclassés dans celui des nouveaux cadres correspondant à leur qualification réelle, sur proposition du ministre de la justice et sur avis conforme de la commission d'avancement compétente pour ledit cadre.

Les reclassements visés au présent article s'effectueront conformément aux dispositions de l'article 8 (nouveau) du décret n° 62-25 du 30 janvier 1962.

Art. 32. — En application des prescriptions de l'article 49 du décret portant modalités d'application du statut général de la fonction publique togolaise, et pendant une période d'un an, à compter de la date de publication au Journal officiel du présent décret, pourront être nommés dans le cadre des commis des greffes et parquets, les agents permanents en service dans une juridiction d'instance ou appel, qui auront satisfait à un examen professionnel dont les modalités et le programme des épreuves seront fixés par arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre de la fonction publique.

Seront exclusivement admis à se présenter à l'examen professionnel visé au premier alinéa ci-dessus, les agents permanents, auxiliaires ou contractuels, ayant effectivement exercé en cette qualité pendant une année au moins, un emploi normalement dévolu aux fonctionnaires du cadre des commis des greffes et parquets.

Art. 33. — Les intégrations visés aux deux articles ci-dessus seront effectuées conformément aux dispositions de l'article 50 du décret d'application du statut général des fonctionnaires de la République togolaise.

CHAPITRE II

Cadre des secrétaires des greffes et parquets

Art. 34. — En application des dispositions du titre X de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, et des dispositions transitoires des articles 44 et 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, pourront être reclassés dans le cadre des secrétaires des greffes et parquets, à compter du 1^{er} janvier 1962, sur leur demande et sur proposition du ministre de la justice, les fonctionnaires appartenant à la date de publication du présent décret, à l'ancien cadre des commis des services administratifs, financiers et comptables du Togo, en service dans une juridiction d'instance ou d'appel, et qui en raison de leur qualification professionnelle, sont reconnus de niveau équivalent.

Pourront également, conformément aux dispositions de l'article 45 du décret d'application du statut général, être intégrés dans ce cadre, les ressortissants togolais provenant des cadres homologues d'autres territoires, en service dans une juridiction d'instance ou d'appel du Togo, sous réserve qu'ils soient reconnus de niveau équivalent.

Les intéressés dont la qualification ne correspondrait pas à celle du nouveau cadre seront constitués en cadre autonome en voie d'extinction.

Ils pourront toutefois accéder à ce nouveau cadre par examen professionnel.

Les fonctionnaires justifiant d'une qualification supérieure à celle normalement exigée des agents de leur ancien cadre, pourront être reclassés dans celui des nouveaux cadres correspondant à leur qualification réelle, sur proposition du ministre de la justice, et sur avis conforme de la commission d'avancement compétente pour ledit cadre.

Les reclassements visés au présent article s'effectueront conformément aux dispositions de l'article 8 (nouveau) du décret n° 62-25 du 30 janvier 1962.

Art. 35. — En application des prescriptions de l'article 49 du décret d'application du statut général de la fonction publique togolaise, et pendant une période de deux ans à compter de la date de publication du présent décret, pourront être nommés dans le cadre des secrétaires des greffes et parquets, les commis d'administration ayant accompli cinq années de services dans les greffes et parquets, ainsi que les clerks des huissiers et notaires du Togo, ayant exercé pendant six années au moins dans les études de ces officiers ministériels et ayant subi avec succès les épreuves d'un examen professionnel organisé par arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre de la fonction publique.

CHAPITRE III

Cadre des greffiers

Art. 36. — Compte tenu des dispositions du titre X de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et des dispositions transitoires des articles 45 et 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, pourront être reclassés dans le corps des greffiers pour compter du 1^{er} janvier 1962, les fonctionnaires originaires du Togo appartenant à la date de publication du présent décret, aux anciens corps supérieurs des greffiers qui en feront la demande dans délais prescrits par l'article 45 du décret d'application du statut général de la fonction publique, et qui en raison de leur qualification professionnelle, seront reconnus de niveau équivalent.

Art. 37. — Pendant un délai maximum de cinq années à compter de la date de publication du présent décret et nonobstant les dispositions de l'article 20 ci-dessus, pourront être nommés greffiers :

1°) Les ressortissants de l'Etat togolais titulaires des deux certificats de licence en droit, les limites d'âge fixées par le statut général seront en conséquence prorogées de cinq années ;

2°) Les ressortissants togolais titulaires du baccalauriat de l'enseignement secondaire, les titulaires de la capacité en droit actuellement en service et justifiant au moins de deux années de services effectifs dans une juridiction togolaise, ou d'un diplôme d'une école de notariat reconnue par l'Etat, assortit de trois années de cléricature dans une étude de notaire ou d'avoué, ayant accompli deux années au moins de services effectifs dans une juridiction d'instance ou d'appel ;

3°) Les ressortissants de l'Etat qui n'auront pas satisfait aux conditions de fin de stage de l'Institut français de hautes études d'outre-mer, section magistrature, ou de tout autre établissement chargé de former des juges de paix.

Les bénéficiaires des dispositions du présent article ayant déjà la qualité de fonctionnaires ou d'agents d'administration, seront intégrés dans le cadre des greffiers aux grade et échelon comportant un indice de traitement égal ou immédiatement inférieur à celui qu'ils percevaient dans leur cadre de provenance ou en tant que décisionnaires ou contractuels. Ils conserveront dans le second cas et à titre personnel leur ancien traitement jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent un salaire égal ou supérieur.

Art. 38. — Pour bénéficier des dispositions prévues ci-dessus, les fonctionnaires et agents d'administration intéressés devront présenter au Ministre de la Justice dans les délais prescrits au premier alinéa de l'article 37, une demande d'intégration à compter de la date de publication du présent décret.

Art. 39. — Le Ministre de la Fonction Publique, le Ministre de la Justice et les Ministres intéressés, sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 2 août 1962.

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Fonction Publique

P. Akouété

Le Ministre de la Justice,

P. Akouété

*Le Ministre des Finances
et des Affaires Economiques,*

H. D. Coco

DECRET N° 62- 104 du 2 août 1962 portant approbation du budget additionnel de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales du Togo (exercice 1962).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 60-20 du 20 Juin 1960 tendant à modifier le régime d'établissement du budget de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales et celui de la répartition du produit des centimes additionnels aux taxes sur les transactions institués par délibération n° 1/ATT du 13 Avril 1956.

Le Conseil des Ministres entendu

DECRETE :

Article Premier. — Le budget additionnel de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales du Togo, exercice 1962, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinquante millions de francs (50.000.000 Frs).

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 2 Août 1962.

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de la Fonction Publique

P. Akouété

DECRET N° 62-105 du 4 août 1962 créant des postes de Secrétaires d'Etat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 56-9 du 28 décembre 1956 fixant le montant des indemnités attribuées aux membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du 20 mai 1958 et les arrêtés subséquents portant nomination des membres du Gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Art. 1^{er}. — Il peut être créé auprès du Président de la République ou des Ministres, des postes de Secrétaires d'Etat.

Art. 2. — Les Secrétaires d'Etat exercent au nom et par délégation du Président de la République ou des Ministres dont ils relèvent, les attributions respectivement fixées par décret.

Art. 3. — Les Secrétaires d'Etat reçoivent délégation pour signer au nom du Président de la République ou des Ministres, tous actes, arrêtés ou décisions dans la limite des attributions prévues à l'article précédent. Ils contresignent, avec les Ministres, les décrets relatifs aux mêmes attributions.

Art. 4. — Les Secrétaires d'Etat n'assistent au conseil des Ministres que pour les affaires de leur compétence.

Art. 5. — Les Services relevant du Président de la République et les services placés sous l'autorité des Ministres sont mis, en tant que de besoin, à la disposition des Secrétaires d'Etat.

Art. 6. — Les secrétaires d'Etat perçoivent une indemnité mensuelle de fonction de 80.000 francs. Il leur est attribué, en outre, une indemnité représentative de frais de réception et de déplacements à l'intérieur du Togo dont le montant mensuel est de 25.000 francs.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 4 Août 1962

S. E. Olympio

DECRET N° 62-106 du 4 août 1962 autorisant l'émission de bons de substitution à l'ordre de l'Association Internationale de Développement

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 62-11 du 15 mars 1962 relative à l'admission de la République togolaise au Fonds Monétaire International, à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement et à l'Association Internationale de Développement ;

Vu le décret n° 62-84 du 14 juin 1962 portant approbation et acceptation des statuts de l'Association Internationale de Développement ;

Vu le décret n° 62-88 du 20 juin 1962 déterminant les mesures financières de nature à permettre au gouvernement de remplir les obligations découlant de l'admission de la République togolaise à diverses organisations internationales ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Art. 1^{er}. — Est autorisée, aux lieu et place de la souscription en monnaie locale au capital de l'Association Internationale de Développement, la substitution de bons émis conformément aux statuts de ladite Association.

Art. 2. — M. Hospice Coco, Ministre des Finances et des Affaires économiques est autorisé à procéder à tous actes relatifs à l'émission des bons visés à l'article premier ci-dessus et notamment à leur signature et à leur dépôt.

Art. 3. — Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre des Affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Lomé, le 4 Août 1962

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Finances
et des Affaires Economiques,*

H. D. Coco

DECRET N° 62-107 du 4 août 1962 constituant la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, dépositaire des bons de substitution émis à l'ordre de l'Association Internationale de Développement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 62-11 du 15 mars 1962 relative à l'admission de la République togolaise au Fonds Monétaire International et à l'Association Internationale de Développement ;

Vu le décret n° 62-106 du 4 août 1962 autorisant l'émission de bons de substitution à l'ordre de l'Association Internationale de Développement ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Art. 1^{er}. — La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est constituée dépositaire des bons émis à l'ordre de l'Association Internationale de Développement en substitution de la souscription en monnaie locale au capital de ladite Association.

Art. 2. — Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre des Finances et des Affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Lomé, le 4 Août 1962

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Finances
et des Affaires Economiques,*

H. D. Coco

DECRET N° 62-108 du 4 août 1962 autorisant l'émission de bons de substitution à l'ordre de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 62-11 du 15 mars 1962 relative à l'admission de la République togolaise au Fonds Monétaire International et à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ;

Vu le décret n° 62-51 du 17 mars 1962 portant approbation et acceptation des dispositions des statuts du Fonds Monétaire International et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ;

Vu le décret n° 62-88 du 20 juin 1962 déterminant les mesures financières de nature à permettre au gouvernement de remplir les obligations découlant de l'adhésion de la République togolaise à diverses organisations internationales ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Art. 1^{er}. — Est autorisée, aux lieu et place de la souscription en monnaie locale au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, la substitution de bons émis conformément aux statuts de ladite Banque.

Art. 2. — M. Hospice Coco, Ministre des Finances et des Affaires économiques est autorisé à procéder à tous actes relatifs à l'émission des bons visés à l'article premier ci-dessus et notamment à leur signature et à leur dépôt.

Art. 3. — Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre des Finances et des Affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Lomé, le 4 Août 1962

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Finances
et des Affaires Economiques,*

H. D. Coco

DECRET N° 62-109 du 4 Août 1962 constituant la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, dépositaire des bons de substitution émis à l'ordre de la Banque Internationale pour le Développement et la Reconstruction.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 62-11 du 15 mars 1962 relative à l'admission de la République togolaise au Fonds Monétaire International et à la Banque Internationale pour le Développement et la Reconstruction ;

Vu le décret n° 62-108 du 4 août 1962 autorisant l'émission de bons de substitution à l'ordre de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Art. 1^{er}. — La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est constituée dépositaire des bons émis à l'ordre de la Banque Internationale pour le Développement et la Reconstruction en substitution de la souscription en monnaie locale au capital de ladite Banque.

Art. 2. — Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre des Finances et des Affaires Economiques sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Lomé, le 4 Août 1962

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Finances
et des Affaires Economiques,*

H. D. Coco

Révocations

N° 62/102 du 1^{er}-8-62. — M. Malam Moussa est révoqué de ses fonctions de maire de la Commune de Sokodé pour entraves graves apportées à l'Administration Communale et comportement inadmissible de la part d'un magistrat municipal.

Le Conseil Municipal de Sokodé se réunira dans les 15 jours qui suivront l'entrée en vigueur du présent décret à l'effet d'élire un nouveau Maire.

Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui prendra effet pour compter du jour de sa signature.

ARRETE N° 85/PR/MFAE/AE du 20 Juillet 1962 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et des cafés triages et brisures de la Récolte 1961 — 1962.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret n° 59-187 du 3 Décembre 1959 réglementant les conditions de Stabilisation des prix, de commercialisation et d'exportation de café ;

Vu l'arrêté n° 203/PR/MFAE/AE du 30 Novembre 1961 fixant la date d'ouverture de la campagne et les conditions d'intervention de la Caisse de Stabilisation pour la récolte de café 1961-1962 ;

Vu l'arrêté n° 60/PR/MFAE/AE du 11 Mai 1962 autorisant la commercialisation et l'exportation des cafés triages et brisures de la campagne 1961-1962 ;

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires Economiques et après avis du Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et des Eaux et Forêts ;

ARRETE :

Art. 1^{er}. — La date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et des cafés triages et brisures de la récolte 1961 — 1962 est fixée au 28 Juillet 1962.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage dans les bureaux des Circonscriptions Administratives intéressées ainsi qu'à la Chambre de Commerce.

Lomé, le 20 juillet 1962.

S. E. Olympio

Conseil d'arbitrage

N° 55/D/PR du 19-7-62. — Un conseil désigné conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 2 décembre 1959 relatif au statut de la chefferie

traditionnelle sera chargé de l'arbitrage des contestations relatives à la destitution du sieur Joseph Eklou Adjallé-Dadzie, ex-chef de canton d'Amoutivé.

Sont nommés membres de ce conseil, les chefs de canton ci-après désignés :

- 1°) Togbui Kodégou Alaga de Agbélouvé (Tsévié) ;
- 2°) Avogan Michel de Badja (Tsévié) ;
- 3°) Amaglo Sadjó II de Zolo (Tsévié) ;
- 4°) Awlime Dokou Jean d'Assahoun (Tsévié) ;
- 5°) Apétor II de Palimé (Palimé) ;
- 6°) Sowou Pedro de Mission-Tové (Tsévié) ;
- 7°) Kpegba Jonas de Dayes-Atigba (Palimé).

La présidence sera assurée par le chef de canton le plus âgé.

Sont nommés membres suppléants et seront appelés à siéger en cas d'empêchement ou de refus d'acceptation de l'un des membres désignés ci-dessus :

- 1°) Agodo Théophile de Hanyigba (Palimé) ;
- 2°) Awunor Détu d'Aflao (Lomé).

Le conseil se réunira le lundi 30 juillet 1962 à 15 heures au ministère de l'Intérieur à Lomé.

La présente décision sera notifiée d'urgence aux intéressés et au sieur Joseph Eklou Adjallé-Dadzie.

Désignation de chef de canton

N° 87/INT du 23-7-62. — Est reconnue la désignation coutumière de M. Agodo Théophile en qualité de Chef de Canton de Hanyigba (Circonscription de Klouto), en remplacement du Chef Agodo Marcellin décédé.

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de fonction de 42.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} juillet 1962.

Dépôt de médicaments

N° 86/PR-MSP du 20-7-62. — M. Olympio Alex, demeurant à Gléi, est autorisé dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959, modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir à Kpekplémé (circonscription administrative de Nuatja), un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples, non toxiques, et de spécialités conformément aux prescriptions des décrets susvisés.

Gérant du dépôt : M. Olympio Alex

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Engagement

N° 53-D/PR/Cab. Mil. du 17-7-62. — Les militaires de la Compagnie d'Infanterie togolaise dont les noms suivent, sont rengagés pour une durée de un an, pour compter des dates ci-après :

1°/ — Sous-officiers :

sergent Sirikou Toma Pierre — n° mle 22.803, à compter du 20-9-1962.

sergent Fiadedou Thomas — n° mle 24.942, à compter du 6-9-1962.

2°/ — Homme de troupe :

soldat de 1^{re} classe de Wonoo Ayaovi — n° mle 13.662, à compter du 4-8-1962.

Avancements d'échelons

N° 56-D/PR/Cab. Mil. du 24-7-62. — A compter du 1^{er} août 1962, les gendarmes de 2^e classe 1^{er} échelon, dont les noms se suivent, sont promus gendarmes de 2^e classe — 2^e échelon :

Abalo Robert
Merat Gabriel

Semekonavo Kossi

A compter du 1^{er} août 1962, les gendarmes de 2^e classe — 2^e échelon, dont les noms suivent, sont promus gendarmes de 2^e classe — 3^e échelon :

Bataba Michel
Gnédété Gbéssinou
Wilson Adjévi
Akli Christian
Klikan Kodjo
Kassadina Gotona

Mathias Kouassi
Wilson Edmond
Techabre Touatré
Edoh Georges
Makawa Jérôme
Taofiki Bida

A compter du 1^{er} août 1962, les gendarmes de 2^e classe 3^e échelon, dont les noms suivent, sont promus gendarmes de 2^e classe — 4^e échelon :

Attiso Douko
Ali Issaka
Amevo Kodjo
Aziabou Paul
Blakimé Tassindja
Essé Bernard.

Ekanou Kossi
Kpéssémouré Djaa
Kokou Godwaldt
Tagba Poyodé
Komlan Emmanuel

A compter du 1^{er} août 1962, les intéressés percevront la solde correspondant à leur grade et à leur nouvel échelon.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Nomination

N° 22/D/MJ du 16-7-62. — M. Olympio Lucien, substitut du procureur de la République, est désigné, cumulativement avec ses fonctions, en qualité de président du Tribunal du Travail de Lomé, en remplacement de M. Lawson Yves Victor, juge au Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé, appelé à d'autres fonctions.

Affectations

N° 19/D/MJ du 13-7-62. — M. Amoussou Luc, employé de bureau 6^e catégorie échelle A, en service au Ministère de la Justice, est affecté au Tribunal de Droit Moderne (Section Anécho) en remplacement de M. Eteh Sylvain, en expectative de mise à la retraite.

M. Afanou Grégoire, agent permanent 2^e catégorie échelle A, est affecté au Tribunal de Droit Moderne (Section Anécho) en complément d'effectif.

Leur traitement sera imputé au chapitre 16 article 6.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 20/D/MJ du 13-7-62. — M. d'Almeida René, employé de bureau 6^e catégorie échelle A, en service au Tribunal Coutumier de 1^{re} Instance de Lomé, est affecté au Tribunal Coutumier de 1^{re} Instance d'Anécho.

Son traitement reste imputé au chapitre 16, article 7.

M. Dekpo Bernadin, agent permanent 4^e catégorie échelle A, en service au Tribunal Coutumier de 1^{re} Instance d'Anécho, est affecté au Tribunal de Droit Moderne à Lomé.

Son traitement sera imputé au chapitre 16, article 6.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 21/D/MJ du 16-7-62. — M. Lawson Victor, juge, en service au Tribunal de Droit Moderne et de Première Instance de Lomé, est affecté à la Section d'Atakpamé dudit Tribunal en remplacement de M. Aldebert, juge de cette Section, en instance de départ en congé.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 24-D/MJ du 18-7-62. — Les agents dont les noms suivent reçoivent les affectations ci-après :

Au Greffe de la Cour Suprême — Lomé

M. Kpodogbé Jean-Bosco, titulaire des deux parties du Baccalauréat (Chapitre 16 article 6).

Au Greffe du Tribunal de 1^{re} Instance et de Droit Moderne — Lomé

M. Bebleadzi Faustin, titulaire du Brevet élémentaire, (Chapitre 16 article 7).

Au Parquet du Tribunal de 1^{re} Instance et de Droit Moderne — Lomé

M. Siliadin Jean Désiré, titulaire du Brevet d'Etudes Premier Cycle, (Chapitre 16 article 7).

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Annulations et ouvertures de crédits

N° 58/INT du 25-7-62. — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la Commune de moyen exercice de Bassari, exercice 1962.

Chap. 3. — Service d'administration municipale (Matériel)

Article 4. — Moyen de transport 27.525

Chap. 5. — Dépenses ordinaires, de matériel et travaux d'entretien (Matériel)

Article 6. — Entretien et fonctionnement des véhicules municipaux 100.000

127.525

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la Commune de moyen exercice de Bassari, exercice 1962.

Chapitre III. — Service d'administration municipale (Matériel)

Article 1. — Frais d'imprimés et abonnement à diverses publications administratives 10.000

Article 5. — Frais postaux 2.525

Chap. 5. — Dépenses ordinaires, de matériel et travaux d'entretien (Matériel)

Article 1. — Voirie municipale, entretien des rues, trottoirs, marchés etc. 50.000

Article 2. — Entretien et réparations de biens communaux 40.000

Article 3. — Eclairage public 25.000

127.525

Désignation de fonctions

N° 72/D/INT du 24-7-62. — M. Kokouda Joseph, infirmier chargé du dispensaire de Sanguera, est désigné en qualité d'agent d'état-civil de ce village.

Affectations

N° 66/D/INT/GT du 19-7-62. — Sont affectés pour compter du 1^{er} août 1962 :

A l'escadron de Sokodé

Takao Komlan, garde 2^e classe 1^{er} échelon Mle 2511 du centre d'instruction de Lomé.

Au peloton de Palimé

Kougnon Alphonse, garde 2^e classe 1^{er} échelon Mle 2479 du centre d'instruction de Lomé.

Au centre d'instruction de Lomé

Batema Kodjo, garde 2^e échelon, Mle 2168 du peloton des gardes de Palimé

Au peloton d'Anécho

Takpale Yao, garde 1^{er} échelon Mle 2371 du détachement de Pagouda

Au Détachement de Pagouda

Awidjolo Fao, garde 1^{er} échelon Mle 2047 du peloton des gardes d'Anécho

Au peloton de Bassari

Sougouma Koulougoué, garde 2^e échelon Mle 2033 du peloton des gardes de Dapango.

N° 67/D/INT du 19-7-62. — Les fonctionnaires de la police dont les noms suivent reçoivent les affectations suivantes :

Au commissariat de police de Sokodé :

M.M. Attisso John, gardien de paix de 2^e cl. 1^{er} éch. en service au commissariat de Lomé,
Rolland Blaise, gardien de paix de 2^e cl. 3^e éch. en service au commissariat de Lomé,
Edjossan P. Benoit, gardien de paix de 2^e cl. 1^{er} éch. en service au commissariat de Lomé,

Au commissariat de police d'Atakpamé :

M.M. Kigbaou Etienne, gardien de paix de 2^e cl. 1^{er} éch. en service au commissariat de Lomé,
Dadjé Antoine, gardien de paix de 2^e cl. 1^{er} éch. en service au commissariat de Lomé,
Kariman Lamidi, gardien de paix de 2^e cl. 1^{er} éch. en service au commissariat de Lomé.

Au commissariat de police de Lomé :

M.M. Mekoum Loko, gardien de paix de 2^e cl. 3^e éch. en service au commissariat d'Atakpamé,
Moevi Issac, gardien de paix de 2^e cl. 1^{er} éch. en service au commissariat de Sokodé,
Ségla Sétonji Paul, gardien de paix de 2^e cl. 2^e éch. en service au commissariat de Sokodé,
Yakissa Tasséba, gardien de paix de 2^e cl. 1^{er} éch. en service au commissariat de Sokodé,
Salou Moutarou, gardien de paix de 2^e cl. 3^e éch. en service au commissariat d'Atakpamé.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

N° 70/D/INT du 23-7-62. — M. Dovi Max, commis d'administration 1^{re} classe 3^e échelon, en service à la circonscription administrative de Niamtougou, est affecté à la circonscription administrative de Pagouda.

Les émoluments de M. Dovi restent imputables au chapitre 12, article 3 du budget général.

M. Brym Nafiou, agent permanent hors catégorie, en service à la circonscription administrative de Klouto, est affecté au Ministère de l'Intérieur.

Le traitement de l'intéressé sera imputable au chapitre 12, article 4 du budget général.

M. Yovo Apollinaire, agent permanent 3^e catégorie échelle B, en service au Ministère de l'Intérieur, est affecté à la circonscription administrative de Bafilo.

Son salaire sera imputable au chapitre 12, article 5 du budget général.

M. Wallace Emile, agent permanent 3^e catégorie échelle A, en service à la circonscription administrative d'Anécho, est affecté au Ministère de l'Intérieur en remplacement de M. Yovo Apollinaire, qui a reçu une autre affectation.

Le salaire de M. Wallace sera imputable au chapitre 12, article 2 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 73/D/INT du 25-7-62. — M. Dossou Lissassi, chauffeur permanent hors catégorie, en service à la circonscription administrative d'Anécho, est mis à la disposition du Ministère de la fonction publique.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 76/D/INT/GT du 30-7-62. — Le garde de 2^e class 1^{er} échelon Modou Ibrahima, N° Mlé 2360, en service au peloton de Bassari, est affecté au peloton mobile de Dapango, pour compter du 1^{er} août 1962.

Licenciement - Engagement

N° 71/D/INT du 24-7-62. — M. Medessi Gabriel, secrétaire du chef de canton de Djama, est licencié de ses fonctions.

M. Olanlor Eyè Lambert est engagé en qualité de secrétaire de chef de canton en remplacement de M. Medessi Gabriel.

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de 54.000 francs.

La dépense est imputable au budget général exercice 1962, chapitre 12 article 6.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} juin 1962.

Internement

N° 77/D/INT du 30-7-62. — Est prononcé l'internement du nommé Kpontoufe Attisso à l'hôpital psychiatrique de Zébé (circonscription administrative d'Anécho).

Interdictions de séjour

N° 56/INT du 17-7-62. — Le séjour dans toute l'étendue de la République togolaise est interdit :

a) — pour une durée de cinq ans, à compter du 25 juillet 1962, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Assogba Roger Kodjo, détenu à la prison civile de Sokodé, né vers 1937 à Avédji (cercle d'Athiémé-République du Dahomey), fils de Assogba Anatole et de Houndjinoukou, blanchisseur, demeurant à Tamalé (Ghana), condamné pour vol à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 24 janvier 1961 du Tribunal correctionnel de Sokodé (FD. 13.111/22.222).

b) — à l'exception de la circonscription d'Atakpamé, pour une durée de vingt ans, à compter du 11 juillet 1962, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Bodjo Joseph, détenu à la prison civile de Manggo, né vers 1915 (47 ans environ) à Yvou (circonscription d'Atakpamé) y demeurant, fils de Bodjo et de

Akuebini, condamné pour meurtre, coups et blessures à vingt ans de travaux forcés et *vingt ans d'interdiction de séjour* par arrêt en date du 27 avril 1953 de la Cour d'Assises du Togo (FD. 63.133/42.232).

c) — pour une durée de cinq ans, à compter du 21 septembre 1962, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Agbo Grégoire, détenu à la prison civile de Mango, né vers 1940 à Ouidah (République du Dahomey), fils d'Agbo et de Clémentine Bada, sans profession, demeurant à Lomé, condamné pour vol à un an de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 11 octobre 1961 du Tribunal correctionnel de Lomé (FD. 13.133/33.332).

d) — pour une durée de cinq ans, à compter du 21 septembre 1962, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Houngues Antoine, détenu à la prison civile de Mango, né vers 1938 à Gbokpa (République du Dahomey) fils de Houngues et de Abla, apprenti-coiffeur, demeurant à Lomé, condamné pour vol à la tire à un an de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 11 octobre 1961 du Tribunal correctionnel de Lomé (FD. 13.131/33.232).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la Sûreté Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DECISION N° 298/D/MFAE/MF/F du 23-7-62 autorisant paiement.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES,

Vu l'arrêté n° 104/PM. du 28 Mai 1958, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 62-1 du 5 Janvier 1962, (Loi de Finances pour l'exercice 1962) ;

Vu la lettre n° 258/MTAS/CAB. du 26 Avril 1962, du Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de la Fonction Publique ;

Vu la lettre n° 3198/MTP. du 8 Décembre 1961, du Ministre des Travaux Publics, Mines, Transports, Postes et Télécommunications ;

Vu la transmission n° 1331/MSP. du 30 Mai 1962, du Ministre de la Santé Publique ;

Vu la transmission n° 1167/ME-AE. du 4 Juin 1962 du Secrétaire Général du Ministère d'Etat et des Affaires Etrangères ;

Vu les prévisions budgétaires ;

DECIDE :

Article Premier. — Est autorisé le paiement des dépenses ci-après établies, au titre des contributions de la République togolaise au fonctionnement des organismes internationaux pour l'année 1962 :

Organismes	Montant des contributions à payer	Valeur approximative en Monnaie Locale (au cours provisoire de 245 CFA. le dol.,	Adresse et Compte
B.I.T. (Bureau International du Travail) à Genève — Contribution 1962	13.339 dol. US.	3.268,055 Cfa	B.I.T. — son compte à the First National City Bank, 399 Park Avenue, New York 22, N.Y.
O.M.M. (Organisation Météorologique Mondiale) à Genève — Contribution 1962	609 dol. US.	149.205 Cfa	Organisation Météorologique Mondiale à Genève (Suisse)
O.M.S. (Organisation Mondiale de la Santé) à Genève — Contribution 1962	9.020 dol. US.	2.209.900 Cfa	OMS. — Son compte : à la Federal Reserve Bank of New York, 33 Liberty Street, New York 45, N.Y.
F.A.O. (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture) à Rome — Avance au Fonds de roulement due au 30 Avril 1962	118,50 dol. US.	29.033 Cfa	FAO. — Vialla delle Terme di Caracalla son compte : à la Banque Commerciale Italienne à Rome.
	23.086,50 dol. US.	5.656.193 Cfa	

Art. 2. — Le directeur de la Banque de l'Afrique occidentale à Lomé se chargera du virement par anticipation des sommes dues aux divers organismes, aussitôt après signature et notification du présent acte.

Art. 3. — Les frais de transfert, plus l'équivalence en monnaie locale des sommes virées, calculées au taux de change du jour de transfert, seront mandatés, dans un délai de 15 jours au profit de la BAO. — Lomé, sur présentation d'un mémoire.

Art. 4. — La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1962, chapitre 33, article 3.

Art. 5. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juillet 1962.

H. D. Coco

ARRETE N° 204/MFAE/MF/FA. du 23-7-62 portant création d'une caisse de menues recettes à la pharmacie d'Approvisionnement du Togo.

**LE MINISTRE DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES,**

Vu l'arrêté n° 104/PM. du 28 Mai 1958, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer, ensemble les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 58-76 du 14 Octobre 1958 déterminant les modalités de création des régies de menues recettes ;

Vu la lettre n° 382/PA. en date du 30 Mars 1962 du Pharmacien-Chef de la Pharmacie d'Approvisionnement du Togo ;

A R R E T E :

Article premier. — Il est créé une caisse de menues recettes à la pharmacie d'approvisionnement du Togo.

Art. 2. — Cette caisse est destinée à permettre la perception des recettes provenant des cessions d'analyses effectuées au laboratoire de chimie attaché à la pharmacie d'approvisionnement du Togo.

Art. 3. — Le régisseur est nommé par décision du ministre des finances et des affaires économiques de la République togolaise sur proposition du pharmacien-chef de la pharmacie d'approvisionnement du Togo et accord du ministre de la santé publique.

Art. 4. — Le produit des recettes sera versé au trésor à la fin de chaque mois.

Art. 5. — Le pharmacien-chef de la pharmacie d'approvisionnement du Togo, le trésorier-payeur et le directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juillet 1962.

H. D. Coco

ARRETE N° 209/MFAE/MF/FA. du 25-7-62 portant création d'une caisse de menues recettes au service de l'aéronautique civile du Togo.

**LE MINISTRE DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES,**

Vu l'arrêté n° 104/PM. du 28 Mai 1958, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret du 30 Décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer, ensemble les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 58-76 du 14 Octobre 1958 déterminant les modalités de création des régies de menues recettes ;

Vu la convention relative à l'Aviation civile internationale signée à Chicago, le 7 Décembre 1944 et en particulier son article 15 ;

Vu les décrets nos 61-54, 61-55 et 61-56 du 30 Juin 1961 portant création des redevances d'atterrissage, de stationnement et d'usage des installations aménagées pour la réception des passagers sur l'Aéroport de Lomé ;

Vu la Note n° 98/CF. en date du 5 Mai 1962 du Conseiller Financier ;

A R R E T E :

Article premier. — Il est créé une caisse de menues recettes auprès du service de l'aéronautique civile du Togo à Lomé.

Art. 2. — Cette caisse est destinée à permettre la perception des taxes et redevances afférentes aux aéronefs son rattachés à des compagnies utilisant l'aéroport de Lomé.

Art. 3. — Le régisseur est nommé par décision du ministre des finances et des affaires économiques de la République togolaise sur proposition du chef du service de l'aéronautique civile du Togo et accord du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications.

Art. 4. — Le produit des recettes sera versé au trésor à la fin de chaque mois.

Art. 5. — Le chef du service de l'Aéronautique civile du Togo, le trésorier-payeur et le directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 juillet 1962.

H. D. Coco

Union Electrique d'Outre-Mer

N° 203/MFAE/MF/F du 23-7-62. — Est autorisé le mandatement au profit de la Société Union électrique d'outre-mer de la somme de trois millions cinq cent soixante onze mille cinq cent soixante (3.571.560) francs, au titre du remboursement des taxes perçues sur le gas-oil du 1^{er} janvier au 30 avril 1962 :

Soit : a — Droit fiscal d'entrée perçu sur le gas-oil :

Janvier 1962	226.318 litres
Février	205.603 litres
Mars	234.794 litres
Avril	226.175 litres

892.890 litres à 3 F. le litre. 2.678.670

b — Taxe perçue au profit du fonds routier sur la vente du gas-oil : 892.890 litres à 1 fr. le litre 892.890

Total 3.571.560

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1962, chapitre 30, article 3.

Autorisation de mandatement

N° 299-D/MFAE/MF/F. du 23-7-62. — Est autorisé le mandatement au nom du receveur principal des

postes et télécommunications du Togo à Lomé de la somme de douze millions (12.000.000) de francs représentant le montant des frais de correspondances officielles en franchise pour l'année 1962.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1962, chapitre 29, article 4.

Caisse de Compensation des Prestations Familiales du Togo

N° 302/D/MFAE-MF-F du 26-7-62. — Est autorisé le mandatement au profit de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales du Togo, au compte n° 806 ouvert à la BNCI à Lomé, d'une somme de Quinze Millions (15.000.000) de francs.

La dépense est imputable au compte hors budget n° 115-77, gestion 1962.

Commune de Lomé

N° 9/MFAE-AE du 26-7-62. — La dotation de crédit de 38.000.000 de francs accordée à la Commune de Lomé par arrêté n° 9/MFAE/AE du 21 Juin 1961 est ramenée à 20.000.000 de francs.

Le trésorier-payeur et le directeur du Service de Financement des Programmes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Autorisation de virement

N° 308/D/MFAE-MF-F du 28-7-62. — Est autorisé le virement télégraphique à l'adresse de M. Savi de Tove, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République togolaise en Allemagne Fédérale, Hôtel Bergischer Hof Muester Platz 1-3 Bonn — son compte N° 195.453, ouvert à la Dresdner Bank Muester Platz 1-3 Bonn, de la somme de Vingt Mille (20.000.-) Deutsch Marks soit Un Million Deux Cent Vingt Six Mille (1.226.000.-) Francs CFA environ, destinée à l'achat d'une voiture Mercedes.

Le directeur de la B.A.O. à Lomé se chargera du virement télégraphique par anticipation, des devises de 20.000 DM. sur Bonn, aussitôt après notification du présent acte.

Les frais de transport, plus l'équivalence en monnaie locale de la somme virée, calculée au taux de change du jour de transfert, seront mandatés, dans un délai de 15 jours, au profit de la B.A.O. Lomé, sur présentation d'un mémoire.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1962, chapitre 29, article 9.

Avance

N° 315/D/MFAE/MF/F du 31-7-62. — Une troisième avance de vingt millions (20.000.000) de francs est accordée à la compagnie ASTRA à Lomé.

Cette somme sera mandatée et versée au compte N° 36.010.587-Y, ouvert au nom de M. Brozovic Milan, représentant de l'ASTRA, chez la B.A.O. à Lomé.

Le remboursement de cette avance devra intervenir le 31 décembre 1962 au plus tard.

La dépense est imputable au compte spécial d'avances : N° 125-22, intitulé « Avances sans intérêts à la Société ASTRA ».

Nomination

N° 55/D/MFAE-AE du 24-7-62. — M. Pindra Moudachirou, agent permanent est nommé billeteur du personnel du Service de la Statistique Générale du Togo.

L'intéressé a droit aux indemnités de billetterie prévues par les textes.

Indemnité de stage

N° 301/D/MFAE-MF du 26-7-62. — Il est accordé au sous-lieutenant Assila James, de la Compagnie d'Infanterie togolaise, qui a effectué un stage du chiffre à Dakar du 12 février au 25 avril 1962, une indemnité journalière de stage de Six Cent Quarante Francs CFA (640 Frs).

Cette indemnité sera imputée au chapitre 8, article 3 du budget général du Togo — exercice 1962.

Indemnité compensatrice de congé et complément de salaire

N° 303/D/MFAE-MF-F du 26-7-62. — Est autorisé le paiement au profit de M. Philippe Soglo, ex-chef de Subdivision Administrative du Togo, en retraite à Bohicon (Dahomey), de la somme de Quatre-Vingt Neuf Mille Deux Cent Soixante-Dix-Huit (89.278) Francs, au titre d'indemnité compensatrice de congé et complément de salaire acquis du 1^{er} Août 1957 au 31 Juillet 1958 — somme dont le Gouvernement togolais est resté redevable envers l'intéressé suivant jugement N° 32, du 24 Août 1961, rendu par la Cour d'Appel du Togo.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1961, chapitre 28, article 6 (clos).

Pensions

N° 201/MFAE/MF/FR du 14-7-62. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites (du Togo à Mme veuve Sanla Pomonga (née Seydou), épouse de M. Sanla Tambati, sergent garde-frontière de 2^e échelon du cadre local du Togo (indice 275, pourcentage 38 o/o), décédé à Korbongou le 9 avril 1958, une pension de veuve au taux annuel de Vingt Mille Quatre Cent Vingt Six (20.426) francs CFA pour compter du 15 Novembre 1959.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, une pension d'orphelin

fixée à Quatre Mille Quatre Vingt Cinq (4.085) francs CFA l'an pour compter du 23 Août 1959 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Gbanyokpoa, né vers 1950

Amidou, né vers 1954

En vertu de l'article 23 paragraphe 8 du décret du 29 Mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont aurait bénéficié leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Sanla Kotidja, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

N° 202/MFAE/MF/FR du 19-7-62. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Djafalo Adama (née Alfa Moumouni)

Djafalo Fatouma (née Moumouni),

épouses de M. Djafalo Bassabi, commis adjoint de 5^e classe des Transmissions, décédé à Sokodé le 8 Avril 1960; une pension de veuve au taux annuel de Huit Mille Cent Quatre Vingt Dix (8.190) francs CFA.

La date de jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mai 1960 pour Mme veuve Djafalo Adama et au 25 Janvier 1961 pour Mme veuve Djafalo Fatouma.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à Trois Mille Deux Cent Soixante Seize (3.276) francs CFA l'an pour compter du 1^{er} mai 1960, à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Awaou, née le 28 Mai 1952

Haoulatou, née le 17 Septembre 1955

Abassi, né le 13 Octobre 1955

Zaliatou, née le 4 Avril 1958

Halirou, né le 18 Juillet 1958.

En vertu de l'article 23 paragraphe 8 du décret du 29 mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas, au total, être inférieures au montant des avantages familiaux dont aurait bénéficié leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Djafalo Yacoubou, tuteur des orphelins et administrateur des biens du de cujus.

Additif - Rectificatif

ADDITIF du 19-7-62 à la décision n° 105/MFAE/MF du 12 Mars 1962, portant nomination.

Au lieu de :

M. Adjeoda Athanase, infirmier 4^e échelon, actuellement en service au Trésor et en instance d'intégration dans le cadre des commis d'administration par voie de changement de corps, est nommé agent spécial de Bafilo, en remplacement de M. Tignokpa qui reçoit une autre affectation.

En attendant la régularisation de sa situation, M. Adjeoda continuera à percevoir son traitement d'infirmier 4^e échelon.

Lire :

M. Adjeoda Athanase, infirmier 4^e échelon, actuellement en service au Trésor et en instance d'intégration dans le cadre des commis d'administration par voie de changement de corps, est nommé agent spécial de Bafilo, en remplacement de M. Tignokpa qui reçoit une autre affectation.

En attendant la régularisation de sa situation, M. Adjeoda continuera à percevoir son traitement d'infirmier 4^e échelon, imputable au budget général, chapitre 14, article 8 (Agences Spéciales).

(Le Reste Sans Changement).

RECTIFICATIF du 19 juillet 1962 à la décision N° 252/MFAE/MF/F du 13 Juin 1962, accordant subvention.

Au lieu de :

Cette subvention sera mandatée au nom du directeur dudit Orchestre.

Lire :

Cette subvention sera mandatée au nom de M. Antoine Aduayom, directeur dudit Orchestre, domicilié à 5, Rue Jacob Adjallé — Quartier Nyékonakpoè — Boîte Postale 142 Lomé.

(Le reste sans changement).

Rôles

N° 198/MFAE/CD du 12-7-62. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1962 ci-après.

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
314	Com. Lomé	B. I. C.	1.701.860	3.439.728
»	»	B. N. C.	701.840	
»	»	I. G. R.	1.036.028	
315	Com. Lomé	B. I. C.	639.300	13.231.303
316	»	B. I. C.	8.346.025	
317	»	B. I. C.	669.250	
318	»	B. I. C.	137.000	
BUDGET COMMUNAL				
319	Com. Lomé	Taxe civique	297.000	13.144.217
320	»	Patentes	9.581.118	
»	»	C/a s/patentes	1.914.399	
»	»	Licences	1.027.250	
»	»	C/ a s/ licences	205.450	
»	»	Taxe civique	119.000	
			12.847.217	
Total				26.375.520

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : vingt six millions trois cent soixante quinze mille cinq cent vingt francs est fixée au 20 juillet 1962.

N° 199/MFAE/CD du 12-7-62. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1962 ci-après.

N° des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET COMMUNAL				
307	Com. Lomé	Taxe s/ la V. L.	924.136	1.602.044
"	"	Taxe s/ la V. V.	24.350	
"	"	Taxe de voirie	653.558	
308	Com. Lomé	Taxe s/ la V. L.	788.287	1.378.189
"	"	Taxe s/ la V. V.	29.328	
"	"	Taxe de voirie	560.574	
309	Com. Lomé	Taxe s/ la V. L.	866.663	1.681.136
"	"	Taxe s/ la V. V.	104.758	
"	"	Taxe de voirie	709.715	
310	Com. Lomé	Taxe s/ la V. L.	457.132	947.011
"	"	Taxe s/ la V. V.	59.516	
"	"	Taxe de voirie	430.363	
311	Com. Lomé	Taxe civique	297.000	891.000
312	"	Taxe civique	297.000	
313	"	Taxe civique	297.000	
Total				6.499.380
				6.499.380

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : six millions quatre cent quatre vingt dix neuf mille trois cent quatre vingt francs est fixée au 15 juillet 1962.

N° 200/MFAE/CD du 12-7-62. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1962 ci-après.

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
321	Com. Anécho	B. I. C. 8,000		
»	»	B. N. C. 4,000		
»	»	I. G. R. 10,620	22.620	
322	Com. Sokodé	Taxe progressive	265.328	
323	»	B. I. C. 457,800		
»	»	I. G. R. 164,040	621.840	
324	Circ. Sokodé	B. I. C. 800		
»	»	I. G. R. 18,276	19.076	
325	Circ. Bafilo	B. I. C. 800		
»	»	I. G. R. 6,756	7.556	
326	Com. Bassari	B. I. C. 3,200		
»	»	I. G. R. 6,960	10.160	
327	Circ. Bassari	I. G. R.	7.104	
328	Circ. Lama-Kara	B. I. C. 36,640		
»	»	I. G. R. 25,884	62.524	
329	Circ. Pagouda	B. I. C. 29,040		
»	»	I. G. R. 21,636	50.676	
330	Circ. Dapango	B. I. C. 50,000		
»	»	I. G. R. 42,552	92.552	
331	Circ. Niamtoug.	B. I. C. 23,200		
»	»	I. G. R. 15,324	38.524	
332	Circ. Kandé	B. I. C. 10,400		
»	»	I. G. R. 9,792	20.192	
333	Circ. Mango	B. I. C. 51,200		
»	»	I. G. R. 23,748	74.948	
				1.293,100
		Total		1.293,100

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : un million deux cent quatre vingt treize mille cent francs est fixée au 17 juillet 1962.

N° 205/MFAE-CD du 25-7-62. — Sont pris en charge des rôles de régularisation exercice 1962 ci-après.

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
348	Anécho Tabligbo Tsévié	Taxe progressive 6,816		
		Taxe progressive 1,713		
		Taxe progressive 6,211	14.740	
349	Palimé Nuatja	Taxe progressive 27,819		
		Taxe progressive 1,199		
		A Reporter 29,018	14.740	

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
349	Atakpamé Akposso	<i>Report :</i> 29.018 Taxe progressive 64.787 Taxe progressive 1.081	14.740 94.886	
350	Sokodé Bafilo Lama-Kara Niamtougou Bassari Kandé Mango Dapango	Taxe progressive 44.258 Taxe progressive 860 Taxe progressive 9.420 Taxe progressive 3.628 Taxe progressive 4.300 Taxe progressive 3.494 Taxe progressive 9.274 Taxe progressive 13.599	 88.833	
351	Circ. Lama-Kara » »	Patentes 1.275 Licences 1.500	 2.775	
352	Circ. Lama-Kara	Patentes	6.120	
353	Circ. Pagouda	Patentes	15.000	222.354
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
354	Circ. Niamtougou	Taxe civique	4.550	4.550
		Total		226.904

N° 206/MFAE-CD du 25-7-62. — Est pris en charge un rôle de régularisation exercice 1962 ci-après.

No du rôle	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DU ROLE	TOTAL
355	Com. Lomé	BUDGET GENERAL Taxe progressive	2.748.897	2.748.897
355	Com. Lomé	BUDGET COMMUNAL Taxe civique Total	308.350	308.350 3.057.247

N° 207/MFAE-CD du 25-7-62. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1962 ci-après.

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
334	Com. Palimé	BUDGET GENERAL Taxe s/armes perfectionnées	67.000	67.000
334 335	Com. Palimé Com. Atakpamé	BUDGET COMMUNAL C/a s/taxe s/armes perfectionnées Taxe s/la valeur locative Total	33.500 432.956	466.456 533.456

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : cinq cent trente trois mille quatre cent cinquante six francs est fixée au 1^{er} août 1962.

N° 208/MFAE-CD du 25-7-62. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1962 ci-après.

No des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
336	Bassari	Taxe progressive	21.398	
337	Bafilo	Taxe progressive	9.552	
338	Lama-Kara	Taxe progressive	37.866	
339	Pagouda	Taxe progressive	62.542	
340	Niamtougou	Taxe progressive	10.699	
341	Kandé	Taxe progressive	4.985	
342	Mango	Taxe progressive	23.738	
343	Dapango	Taxe progressive	41.043	
Total				211.823
				211.823

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : deux cent onze mille huit cent vingt trois francs est fixée au 1^{er} août 1962.

N° 211/MFAE-CD du 27-7-62. — Sont pris en charge des rôles de régularisation exercice 1962 ci-après.

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
357	Circ. Tabligbo	Taxe s/armes n/perfectionnées	18.000	
358	» »	Patentes	12.132	
Total				30.132
				30.132

N° 212/MFAE-CD du 27-7-62. — Sont pris en charge des rôles de régularisation exercice 1962 ci-après.

Nos des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
359	Com. Lomé	Taxe progressive	7.350	
360	» »	B. I. C. 200.000		
«	» »	Taxe progressive 22.350		
«	» »	I. G. R. 23.028		
			245.378	252.728
BUDGET COMMUNAL				
360	Com. Lomé	Taxe civique	600	
361	» »	Patentes 130.933		
«	» »	C/a s/patentes 26.186		
«	» »	Licences 22.000		
«	» »	C/a s/licences 4.400		
			183.519	184.119
Total				436.847

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ARRETE No 4/MEN du 27-7-62. fixant le stationnement des Ecoles Officielles pour l'année scolaire 1961-62.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu l'arrêté no 104/PM du 28 Mai 1958 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté no 32/E du 18 Janvier 1935 portant organisation de l'Enseignement Officiel au Togo ;

Sur les propositions de l'inspecteur d'académie, directeur de l'Enseignement Officiel au Togo ;

A R R E T E :

Article Premier. — Pour l'année scolaire 1961-62, le nombre et l'emplacement des écoles officielles du premier degré du Togo sont fixés comme suit :

Ville de Lomé

Adjallé-Tokoin	5 classes
Bohn	12 classes
Boubacar	3 classes
Camp	11 classes
Etoifes	6 classes
Félicio de Souza	4 classes
Kodjoviakopé	3 classes
Marina	5 classes
Marius-Moutet	7 classes
Nyékonakpoè	12 classes
Route d'Anécho	8 classes
Rue Champ de Courses	6 classes
Sanoussi	4 classes
Poudrière	3 classes
<hr/>	
	89 classes

Circonscription de Lomé

Aflao-Sagbado	3 classes
Aflao-Totsi	3 classes
Agbalépédogan	1 classe
Agouévé	4 classes
Akato-Avouémé	1 classe
Akodésséwa	3 classes
Baguida	5 classes
Baguida-Plantation	1 classe
Bè-gare	6 classes
Dévégo	1 classe
Kélégougan	1 classe
Légbassito-Madjikpéto	1 classe
Sanguéra	3 classes
<hr/>	
	33 classes

Circonscription d'Anécho

Adamé	3 classes
Adjido	7 classes
Afangnagan	3 classes
Agbanakin	3 classes
Agbatokopé	1 classe
Agbétiko	2 classes
Agomé-Glozou	3 classes
Agomé-Séva	2 classes
Agouégan	3 classes
Aklakou	5 classes

Akoumapé	3 classes
Amégran	4 classes
Anfoin	4 classes
Atouéta	2 classes
Attitognon	5 classes
Avévé	2 classes
Badougbe	4 classes
Dagbati	2 classes
Djankassé	2 classes
Djéta	2 classes
Ekpoui	1 classe
Gbodjomé	3 classes
Glidji	7 classes
Hahotoé	1 classe
Hlandé	1 classe
Hompou	1 classe
Klologo	2 classes
Kponou	1 classe
Kpondavé	1 classe
Kutschenritter	6 classes
Momé-Houkpati	2 classes
Porto-Seguro	4 classes
Séko	4 classes
Sévagan	2 classes
Sivamé	2 classes
Togoville	2 classes
Vo-Afouimé	1 classe
Vo-Ativé	1 classe
Vogan-Adjrégo	6 classes
Vogan-Marché	5 classes
Vogan-Sagada	3 classes
Vokoutimé	3 classes
Wogba	1 classe
Zalivé	4 classes
Zébévi	7 classes
Zooti	1 classe
Zowla	3 classes
<hr/>	
	137 classes

Circonscription de Tabligbo

Ahépe	3 classes
Gboto-Kossidamé	1 classe
Gboto-Vodougbe	3 classes
Kouvé	3 classes
Sikakondji	2 classes
Tabligbo	3 classes
Tokpli	3 classes
Tchékpo	3 classes
<hr/>	
	21 classes

Circonscription de Tsévié

Ahobo	4 classes
Adokpé	1 classe
Assomé	2 classes
Atchanvé	1 classe
Badja	4 classes
Batoumé	1 classe
Bogamé	3 classes
Dalavé	1 classe
Davié	5 classes
Dékpé	2 classes
Djagblé	3 classes
Edzi	1 classe
Fongbé	2 classes
Gamé	4 classes
Gamé-Lili	1 classe
Gapé	3 classes

Gatigblé	2 classes
Kévé	6 classes
Kpédji	2 classes
Kplaba	1 classe
Lébè	3 classes
Mission-Tové	4 classes
Tsévié-Kpali	8 classes
Wonougba	1 classe
Zolo	3 classes

69 classes

Circonscription de Klouto

Adamé-Agotimé	1 classe
Agou-Gare	6 classes
Agou-Nyongbo-Agbétiko	4 classes
Akata	4 classes
Amoussoukopé	3 classes
Avédjé	1 classe
Bémé-Toutou	3 classes
Bogo-Ahloun	1 classe
Dayes-Apéyéme	8 classes
Dayes-Elavagnon	5 classes
Dayes-Kakpa	1 classe
Dayes-N'Digbé	3 classes
Gadjagan	3 classes
Govié	2 classes
Hagnigba Duga	1 classe
Kéboutoé	3 classes
Klo Mayondi	1 classe
Kpadapé	7 classes
Kpélé-Agavé	2 classes
Kpélé-Kponvié	6 classes
Kouma-Apoti	3 classes
Kouma-Tokpli	3 classes
Lanvié	4 classes
Missahomé	1 classe
Nyitoé	3 classes
Palimé-gare	6 classes
Palimé-Régionale	12 classes
Tinicopé	3 classes
Zozokondji	1 classe

101 classes

Circonscription d'Atakpamé

Agbandi	3 classes
Akaba	3 classes
Akparé	1 classe
Anié	5 classes
Appl. Atakpamé	6 classes
Blitta	6 classes
Boko	1 classe
Dikpéléou	1 classe
Elavagnon Est-Mono	1 classe
Kamina	1 classe
Kélékpé	2 classes
Kpessi	1 classe
Lom-Nava	6 classes
Midoudou	3 classes
Moréta	1 classe
Ntivou	2 classes
Nyamassila	3 classes
Pagala-Gare	3 classes
Pallakoko	2 classes
Yégué	1 classe

52 classes

Circonscription de l'Akposso

Amlamé	6 classes
Amou-Oblo	2 classes
Badi Kougan	1 classe
Badou	3 classes
Bénali	2 classes
Djagbedji	1 classe
Ekéto	2 classes
Gbendé	1 classe
Hihéatro	2 classes
Kougnohou	3 classes
Koutoukpa	3 classes
Otadi	2 classes
Ounabé	2 classes
Patakoutou	2 classes
Témé-Dja	3 classes

35 classes

Circonscription de Nuatja

Attiogbékopé	2 classes
Chra	1 classe
Kpédomé	1 classe
Kpégnon-Adja	1 classe
Kpéklémé	3 classes
Nuatja	5 classes
Tado	3 classes
Tététou	1 classe
Tohoun	3 classes

20 classes

Circonscription de Sokodé

Agoulou	3 classes
Aléhéridé	2 classes
Bogou	1 classe
Balanca	3 classes
Boulouhou	1 classe
Cambolé	3 classes
Fassao	1 classe
Goubi	1 classe
Kasséna	2 classes
Katambara	1 classe
Kédji-Kandjo	1 classe
Kémini	1 classe
Koussountou	3 classes
Krikri	2 classes
Lama-Tessi	1 classe
Paratao	3 classes
Passoua	2 classes
Paza	1 classe
Sokodé-Didaure	6 classes
Sokodé-Kouma	6 classes
Sokodé-Mixte	15 classes
Sotouboua	8 classes
Tchamba	5 classes
Wassarabo	2 classes
Yaocopé	1 classe

75 classes

Circonscription de Bassari

Baghan	1 classe
Bangéli	2 classes
Bapuré	1 classe
Bassari	12 classes

Biakpabé	1 classe
Bidjabé	1 classe
Binaparba	1 classe
Dimouri	1 classe
Guérin-Kouka	4 classes
Kabou	5 classes
Katchamba	1 classe
Kalanga	1 classe
Kidjaboum	3 classes
Malfacassa	1 classe
Namale	1 classe
Namon	2 classes
Nandouta	1 classe
Nawaré	1 classe
Santé-Bas	2 classes
<hr/>	
	42 classes

Circonscription de Bafilo

Bafilo	8 classes
Dako	1 classe
Gandé-Soudou	3 classes
Koumondé	3 classes
Kpéwa	1 classe
<hr/>	
	16 classes

Circonscription de Lama-Kara

Awandjello	1 classe
Djamdé	1 classe
Kouméa	10 classes
Lama-Kara	12 classes
Landa-Posenda	3 classes
Lassa	4 classes
Sahoudé	3 classes
Sarakawa	3 classes
Soumdina	2 classes
Tchitchao	3 classes
<hr/>	
	42 classes

Circonscription de Niamtougou

Alloum	1 classe
Baga	3 classes
Défalé	4 classes
Konfarga	1 classe
Massédéna	1 classe
Niamtougou	12 classes
Ténéga	1 classe
Yaka	3 classes
<hr/>	
	26 classes

Circonscription de Pagouda

Boufalé	3 classes
Kétao	4 classes
Pagouda	3 classes
Sirka	2 classes
<hr/>	
	12 classes

Circonscription de Kandé

Adjaité	1 classe
Ataloté	3 classes

Atétou	1 classe
Kandé	10 classes
Koutougou	2 classes
Nadoba	3 classes
Pessidé	2 classes
Warengo	2 classes
<hr/>	
	24 classes

Circonscription de Mango

Barkoissi	4 classes
Gando	2 classes
Koumongou	3 classes
Kountoiré	1 classe
Mango	14 classes
Mogou	1 classe
Nagbéné	1 classe
Nali	1 classe
Soumdina-Mango	1 classe
Takpamba	1 classe
Tchanaga	1 classe
<hr/>	
	30 classes

Circonscription de Dapango

Bidjenga	3 classes
Boadé	2 classes
Borgou	2 classes
Cinkassé	1 classe
Dapango	13 classes
Djamgou	1 classe
Korbongou	5 classes
Koudjouaré	2 classes
Kurientré	2 classes
Mandouri	1 classe
Moumouane	1 classe
Nadoga	2 classes
Nakitindi-Est	3 classes
Namoudjoga	3 classes
Nakitindi-Ouest	2 classes
Nadougou	1 classe
Nanergou	1 classe
Nano	3 classes
Nataré-Tamatougou	1 classe
Nayéga	2 classes
Nioukpourma	1 classe
Papri	1 classe
Pogno	2 classes
Sanfatouti	1 classe
Tami	1 classe
Tantoga	1 classe
Timbou	3 classes
Warkembou	1 classe
<hr/>	
	62 classes

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juillet 1962.

M. SANKAREDJA

Cours de spécialités

N° 67/D/MEN. du 27-7-62. — Les fonctionnaires assimilés, professeurs et chargés de cours à l'Ecole Normale d'Atakpamé percevront pour le second trimestre de l'année scolaire 1961-62 (Avril-Mai-Juin) des indemnités pour les heures de cours de spécialités dont le total hebdomadaire est fixé en regard de leurs noms conformément au taux fixé par l'arrêté n° 22/PM-MIP du 30 Janvier 1958 et aux catégories désignées ci-après :

Taux des Instituteurs : 18 heures

MM. Messan Innocent Jean : 6 heures par semaine pendant le trimestre

Eklou Didier : 3 heures par semaine pendant le trimestre

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise — exercice 1962 — chapitre 26 — article 5.

Les indemnités sont payables sur le vu d'une attestation de travail effectué établie par le directeur de l'Ecole Normale d'Atakpamé et certifiée conforme par le directeur de l'Enseignement.

Additif

ADDITIF du 23 juillet 1962 à l'arrêté n° 8/MEN du 31 octobre 1961 portant classement des directeurs et directrices d'écoles pour l'année scolaire 1961-62

Nom et prénoms	Grade	Affectations
.....	Ecoles à 2 classes
après : Nicoué Béglia Léon	instituteur adjoint 6 ^e classe	école de Klologo (Anécho)
ajouter : Degue Vitus (Le reste sans changement.)	instituteur adjoint 6 ^e classe	école de Dagbati (Anécho)

Rectificatif

RECTIFICATIF du 26 juillet 1962 à l'arrêté n° 51/PR-MEN du 11 Avril 1962 portant suppression de bourses d'études

Au lieu de :

Est supprimée, pour compter du 1^{er} Avril 1962, la bourse d'études de Mme Irène Kouassigan qui vient de terminer son stage de fin d'études.

Lire :

Est supprimée, pour compter du 1^{er} Août 1962, la bourse d'études de Mme Irène Kouassigan qui vient de terminer son stage de fin d'études.

.....
(Le reste sans changement).

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS ET DES POSTES
ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Imputation budgétaire

N° 272/D/MTP/TP du 23-7-62. — Les aides-géomètres topographes ci-après nommés, précédemment en service à l'équipe du service topographique de Klouto (Action Rurale), sont pris en charge par le service des Travaux Publics et affectés à la Direction des Travaux Publics à Lomé :

MM. Afovia Grégoire, 3^e catégorie échelle A.

Agbemabiassey Antoine, 3^e catégorie échelle A.

Dotse Nestor, 3^e catégorie échelle A.

Les salaires des intéressés seront supportés par les Fonds de Travaux, chapitre 32, article 1, paragraphe 2 du budget général (Entretien des Routes).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Affectations

N° 266/D/MTP/PT du 13-7-62. — M. Kouévi Léonard, récemment intégré préposé de 2^e classe 2^e échelon et affecté au Ministère des Travaux Publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications pour compter du 1^{er} Juin 1962, est mis à la disposition du chef du Service des Postes et Télécommunications.

M. Kouévi Léonard est affecté à Lomé et mis à la disposition du receveur principal des Postes et Télécommunications en remplacement numérique de M. Bossou Robert, qui reçoit une autre affectation.

M. Bossou Robert, agent permanent de 4^e catégorie échelle B des Postes et Télécommunications, précédemment en service à la Recette Principale des Postes et Télécommunications à Lomé, est affecté au bureau de Postes de Sokodé en remplacement numérique de M. Ayassou David en instance de départ en congé.

La présente décision prend effet pour compter du 15 Juillet 1962.

N° 277/D/MTP/PT du 23-7-1962. — M. Bahun Wilson Adjetei James, agent d'exploitation de 1^{re} classe 2^e échelon des Postes et Télécommunications, précédemment en service à la Recette Principale des Postes et Télécommunications à Lomé et de retour de congé, est affecté au bureau de Postes d'Anécho en remplacement numérique de M. Zupitzer Emile titulaire d'un congé administratif.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} Août 1962.

Licenciement.

N° 280/D/MTP/TP du 25-7-62. — M. Kouassi Gilbert, agent permanent 2^e catégorie échelle C, en service à la subdivision hydraulique-sud (Service des Travaux Publics), est licencié de son emploi pour mauvaise manière de servir, pour compter du 1^{er} Août 1962.

L'intéressé ne pourra prétendre qu'à une indemnité compensatrice de congé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 18 juillet 1962 à la décision n° 203/ MTP/TP du 22 Mai 1962 portant affectation

Au lieu de :

M. Issaka Aboudoulaï, commis permanent de 4^e catégorie échelle A, en service à la Subdivision des T.P. du Nord à Sokodé, est affecté à la Subdivision des T.P. du Centre avec résidence à Atakpamé.

Lire :

M. Issaka Aboudoulaï, commis permanent de 4^e catégorie échelle B, en service à la Subdivision des T.P. du Nord à Sokodé, est affecté à la Subdivision des T. P. du Centre avec résidence à Atakpamé.

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF du 18 juillet 1962 à la décision n° 244/ MTP/TP. du 27 Juin 1962 portant affectation.

Au lieu de :

M. Cole Joseph, agent permanent 3^e catégorie échelle A en service à la Subdivision des Travaux Publics du Sud à Lomé, est affecté à la Subdivision des Travaux Publics Nord avec résidence à Sokodé, en remplacement numérique de M. Issaka Aboudoulaï muté à Atakpamé par décision n° 203-MTP-TP. du 22 Mai 1962.

Lire :

M. Cole Joseph, agent permanent 3^e catégorie échelle B, en service à la Subdivision des Travaux Publics du Sud à Lomé, est affecté à la Subdivision des Travaux Publics Nord avec résidence à Sokodé, en remplacement numérique de M. Issaka Aboudoulaï muté à Atakpamé par décision n° 203/MTP/TP. du 22 Mai 1962.

(Le reste sans changement).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Affectations

N° 61-D/MA/EF du 19-7-62. — M. Adanlete Antoine, agent permanent 2^e catégorie échelle C, en service à l'Inspection Forestière de la région des Savanes (circonscription administrative de Dapango), est affecté à l'Inspection Forestière de la région centrale (circonscription administrative de Sokodé).

Les émoluments de l'intéressé seront supportés par le budget général, chapitre 20, article 6.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Imputation budgétaire

N° 62/D/MA du 26-7-62. — L'ingénieur contractuel de l'agriculture Amedegnato Patrice, précédemment rétribué sur le budget général — chapitre 20 — article 4 (Agriculture) est, pour compter du 1^{er} janvier 1962, pris en charge par le budget de la Fédération des S.P.A.R., chapitre 1 — article 1.

Un ordre de recettes au profit du budget général sera émis contre le budget de la Fédération des SPAR pour régulariser la situation de l'intéressé dont le traitement est, jusqu'au 31 juillet 1962, supporté par le budget général.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE N° 215/MFP du 19 juillet 1962 fixant la rémunération des fonctionnaires et agents d'administration remplissant les fonctions de chef de circonscription administrative.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Vu l'arrêté n° 104/PM du 28 Mai 1958, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} Décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République Togolaise ;

Vu le décret n° 61-112 du 22 Décembre 1961 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires de l'administration générale ;

Vu le décret n° 62-95 du 9 Juillet 1962 fixant la rémunération des chefs de circonscription pendant la durée de leur fonction ;

A R R E T E :

Article Premier. — Les fonctionnaires et agents d'administration ci-après remplissant les fonctions de chef de circonscription administrative, bénéficieront des dispositions du décret n° 62-95 du 9 Juillet 1962 susvisé, pour compter du 1^{er} Juillet 1962.

Nom et prénoms	Grade dans le cadre de provenance	Circonscription
Afidegnon Eusèbe	Adjoint Administratif 2 ^e classe 4 ^e échelon	Tsévié
Agopome Prosper	Adjoint administratif 1 ^{re} classe 1 ^e échelon	Bassari
Akue Akouété Jean	Instituteur 1 ^{re} classe 2 ^e échelon	Sokodé
Aziabou Laurent	Adjoint administratif 2 ^e classe 3 ^e échelon	Nuatja
Aziglossou Emile	Agent constat. 2 ^e classe 4 ^e échelon	Kandé
Bannerman Pierre	Agent d'administration	Anécho
Bedu Vincent	Adjoint technique 2 ^e classe 2 ^e échelon	Lomé
Bodjona Alphonse	Agent d'exploitation 2 ^e classe 3 ^e échelon	Pagouda
Djirackor Clément	Commis d'administration principal 2 ^e échelon	Niamtougou
N'Guissan François	Agent d'administration	Bafilo
Johnson André	Secrétaire d'administration principal 2 ^e échelon	Tabligbo
Lodonou Joseph	Secrétaire d'administration de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon	Akposso
Mensah Roger	Agent d'administration	Mango
Nonou Justin	Secrétaire d'administration 2 ^e classe 3 ^e échelon	Atakpamé
Pana Ombri	Secrétaire d'administration 2 ^e classe 3 ^e échelon	Lama-Kara
Sam Klu	Agent d'administration	Klouto
Sodji Léandre	Adjoint administratif 2 ^e classe 4 ^e échelon	Niamtougou
Tekoe Alexandre	Instituteur 1 ^{re} classe 2 ^e échelon	Dapango

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 Juillet 1962

P. Akouété

Intégrations

N° 213/MFP du 19-7-62. — Est et demeure rapporté l'article 2 de l'arrêté n° 1/MFP du 3 Janvier 1962 portant intégration dans les nouvelles catégories hiérarchiques, grade et échelonnement indiciaire de :

MM. Kpakpo Richard, agent d'exploitation de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Lacé Théodore, agent d'exploitation de 2^e classe 3^e échelon

Gomado Daniel, facteur ordinaire 1^{er} échelon

M. Gomado Daniel, facteur ordinaire 1^{er} échelon (ancien cadre), est intégré dans le nouveau corps du personnel des Postes et Télécommunications du Togo en qualité de préposé de 2^e classe 2^e échelon (catégorie D — indice d'intégration 310 — indice de reclassement 319), pour compter du 1^{er} Janvier 1962.

N° 221/MFP du 24-7-62. — Le docteur Sidi Touré, chirurgien et ancien interne des hôpitaux, est intégré dans le corps du personnel médical et technique de la Santé Publique du Togo en qualité de médecin ordinaire 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450) pour compter du 26 Juin 1962 (budget général — chapitre 22 — article 6) et mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique.

N° 222/MFP du 24-7-62 — M. Torko Emmanuel, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon (indice d'intégration 700 — indice de reclassement 726), qui a effectué un stage de perfectionnement professionnel à l'école nationale des impôts et dans les services des contributions directes et indirectes à Paris, est rayé du corps du personnel de l'administration générale et intégré dans le corps des fonctionnaires des contributions directes, en qualité de contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 1^{er} Juillet 1962, en application des dispositions de l'article 18 (2^e alinéa) du décret n° 61-120 du 22 décembre 1961.

Titularisation

N° 220/MFP du 24-7-62. — M. Amados Djoko Christophe, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, titulaire du CEAP (session de 1960 en République de Guinée), est titularisé dans son emploi et nommé instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} Janvier 1962.

Il conserve la solde attachée à l'indice de reclassement 589.

Affectations

N° 640/D/MFP du 18-7-62 — M. Danto Ada, ingénieur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts et du Conditionnement du Togo, de retour de stage de perfectionnement en Italie et arrivé à Lomé, par avion, le 16 juillet 1962, est remis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts.

N° 646-D/MFP du 20-7-62 — M. Lawson Amen, médecin en chef 3^e échelon du corps du personnel médical et technique de la Santé Publique du Togo qui vient de terminer un stage de formation professionnelle en France, est remis à la disposition du Ministre de la Santé Publique pour compter du 1^{er} Août 1962.

N° 649/D/MFP du 21-7-62 — M. Edorh Célestin Joël, médecin en chef 3^e échelon du corps du personnel médical et technique de la Santé Publique du Togo, de retour de stage de formation professionnelle à Montréal et arrivé à Lomé, par avion le 16 Juillet 1962, est remis à la disposition du Ministre de la Santé Publique.

Disponibilités

Mises

N° 218/MFP du 20-7-62 — Pour compter du 1^{er} Août 1962, M. Sessou Benjamin, gardien de la paix de 2^e classe, 2^e échelon du corps des fonctionnaires de la Police du Togo, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une durée de six (6) mois.

N° 219/MFP du 24-7-62 — L'arrêté n° 139/MFP du 30 Juin 1962 constatant absence irrégulière, est rapporté pour compter du 1^{er} Juillet 1962.

Pour compter du 1^{er} Juillet 1962, M. Ayité Vitus, instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'Enseignement du Togo est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une durée d'Un (1) an renouvelable.

Maintien

N° 226/MFP du 30-7-62 — M. Gomez Antoine, préposé principal, 2^e échelon du corps des fonctionnaires des Postes et Télécommunications du Togo, placé dans la position de disponibilité sans traitement, par arrêté n° 210/MFP du 2 Juillet 1961, est, sur sa demande, maintenu dans cette position, pour une nouvelle période d'un (1) an, à compter du 1^{er} août 1962.

Rappels à l'activité

N° 212/MFP du 18-7-62 — M. Azando Zongo Gilbert, infirmier ordinaire 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique de la Santé Publique du Togo, exclu temporairement de ses fonctions par arrêté n° 136/MFP du 18 avril 1962, est rappelé à l'activité pour compter du 18 juillet 1962 et remis à la disposition du Ministre de la Santé Publique.

N° 224/MFP du 27-7-62 — M. Vikoun Robert, brigadier chef 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires des douanes du Togo, exclu temporairement de ses fonctions par arrêté n° 135/MFP du 18 avril 1962, est rappelé à l'activité pour compter du 18 juillet 1962 et remis à la disposition du Ministre des Finances et des Affaires Economiques (Service des Douanes).

N° 223/MFP du 26-7-62 — L'arrêté n° 269/MFP du 13 septembre 1961 plaçant un fonctionnaire dans la position de disponibilité sans traitement est rapporté pour compter du 16 Juillet 1962.

M. Glikpo Martin, instituteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire est rappelé à l'activité pour compter du 16 Juillet 1962 et mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 22, article 4 du budget général.

Suspension provisoire d'effets de contrat

N° 628/D/MFP du 18-7-62. — Les effets du contrat de travail en date du 23 Janvier 1959 consenti à M. Amaïzo Foli Prosper, détaché auprès du Secrétariat de l'O.N.U. à New-York, sont suspendus pendant la durée de ce détachement.

La présente décision aura effet pour compter du 21 Juillet 1962.

Cessation de fonctions

N° 655-D/MFP du 24-7-62 — Est et demeure rapportée, en ce qui concerne M. Anakpa Soumoua, la décision n° 558-CFT/DR du 31 août 1955, portant licenciement.

Est constatée, pour compter du 1^{er} octobre 1955, la cessation définitive de fonctions de M. Anakpa Soumoua, manoeuvre permanent N° Mle 10.446, précédemment en service aux chemins de fer du Togo à Lomé, qui justifie à cette date de plus de 20 ans de services effectifs dans l'administration du Togo (engagé en 1933) et qui est atteint par la limite d'âge (né en 1895).

M. Anakpa Soumoua peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère annuelle égale à 15% de son salaire moyen des douze derniers mois, pour chaque année de présence dans les conditions définies par l'arrêté n° 446-55/ITLS du 27 avril 1955.

Fin de détachement

N° 207/MFP du 14-7-62 — Il est mis fin, pour compter du 1^{er} août 1962, au détachement au Togo de M. Koumadoli Gaspard, facteur de 3^e classe du statut du personnel permanent des Chemins de Fer de l'O. C. D. N.

M. Koumadoli Gaspard est remis, pour compter de la même date, à la disposition du Gouvernement de la République du Dahomey.

Suspension de fonctions

N° 217/MFP du 20-7-62 — M. Etey Daté Martin, préposé 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires des Douanes du Togo, en instance de comparution devant le Conseil de Discipline, est suspendu de ses fonctions, pour compter du 20 juillet 1962.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Etey Daté Martin n'aura droit à aucun traitement, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

Licenciements

N° 647-D/MFP du 20-7-62. — M. Ayayi Jean, agent permanent 3^e catégorie échelle A du service de la statistique, est licencié de son emploi, pour compter du 16 juillet 1962, pour inaptitude physique.

M. Ayayi aura droit aux indemnités ci-après :

- 1°) Un mois de préavis;
- 2°) Indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé;
- 3°) Indemnité de licenciement, soit 20 o/o du salaire moyen par année de service.

N° 648-D/MFP du 20-7-62. — M. Abikou Emmanuel, agent permanent du service des Douanes, est licencié de son emploi, pour compter du 20 juillet 1962, pour faute grave en service.

M. Abikou n'aura droit qu'à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 14-7-62 à l'arrêté n° 76/MFP du 20 février 1962 portant intégration et affectation

Au lieu de :

M. Tossou Gabriel, agent d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon, rayé des effectifs des cadres de la Républi-

que du Niger est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale du Togo en qualité de commis d'administration principal 3^e échelon (catégorie D — indice 630).

M. Tossou Gabriel, commis d'administration principal 3^e échelon est mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique, pour servir au Service d'hygiène en remplacement de M. Wilson David, commis d'administration appelé à d'autres fonctions.

Lire :

M. Tossou Gabriel, agent d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon (indice nouveau 150 — indice ancien 340) rayé des effectifs de la République du Niger, est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale du Togo en qualité de commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie D — indice d'intégration 510 — indice de reclassement 545) et conserve une ancienneté civile de 2 mois 2 jours.

M. Tossou Gabriel, commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon est mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique pour servir au service d'Hygiène en remplacement de M. Wilson David, commis d'administration appelé à d'autres fonctions.

(Le reste sans changement).

Sessions d'examen de fin d'apprentissage

N° 659/D/MTAS/FP. du 26-7-62. — Des sessions d'examen de fin d'apprentissage auront lieu aux centres et aux dates ci-après :

Lama-Kara Pya : Le 3 Septembre 1962

Sokodé : Les 4 et 5 Septembre 1962

Bassari : Le 6 Septembre 1962

Atakpamé : Les 7 et 8 Septembre 1962

Lomé : Les 12 — 13 et 14 Septembre 1962.

Sont membres de la Sous-Commission chargée de faire passer l'examen de fin d'apprentissage.

Centres de Pya — Sokodé et Bassari

- l'Inspecteur du Travail — Président,
- le Chef du Service des T.P. Nord ou son délégué,
- un Représentant du Collège Technique de Sokodé,
- un Représentant du S.E.I.T.,
- un Représentant de l'U.N.T.T., par spécialité.

Centre d'Atakpamé

- l'Inspecteur du Travail — Président,
- le Chef du Service des T.P. Centre ou son délégué,
- un Représentant du S.E.I.T.,
- un Représentant de l'U.N.T.T., par spécialité.

Centre de Lomé

- l'Inspecteur du Travail — Président,
- le Chef du Service des T.P. Sud ou son délégué,
- le Représentant du S.E.I.T., employeur par spécialité,
- le Représentant UNTT., employé par spécialité.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Nomination

N° 74/D/MSP du 26-7-62. — Le Docteur Mouffard Guy-François, médecin contractuel, chirurgien, mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique par décision n° 604/D/MFP du 6 juillet 1962, est nommé médecin-chef de la Subdivision sanitaire de Mango, en remplacement de M. Agbodjan Prince Léopold.

M. Agbodjan Prince Léopold, médecin en chef — 3^e échelon, en service à Mango, est nommé médecin-chef du Poste médical de Kandé.

Les émoluments des intéressés seront imputables au chapitre 22 — article 6 du budget général.

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} Juillet 1962.

Affectations

N° 70/D/MSP du 18-7-62 — Les fonctionnaires des Services de la Santé Publique dont les noms ci-dessous sont affectés :

Au Centre National Hospitalier

M. Akakpo Rémi, infirmier ordinaire 1^{er} échelon, précédemment en service à Mango, en remplacement de M. Issa Mama, appelé à d'autres fonctions.

la Subdivision Sanitaire de Mango

M. Issa Mama, infirmier ordinaire 1^{er} échelon, précédemment en service au Centre National Hospitalier de Lomé, en remplacement de M. Akakpo Rémi muté.

Les traitements des intéressés seront imputés au budget du Centre National Hospitalier pour ce qui concerne M. Akakpo Rémi et au budget général — chapitre 22 — article 6 (A.M.A.) pour ce qui concerne M. Issa Mama.

La présente décision aura effet pour compter de la date de la mise en route des intéressés.

N° 71/D/MSP du 18-7-62. — Mme Sessie A. Pauline, garde-malades permanente 1^{re} catégorie échelle A, de retour de congé de maternité, est remise à la disposition du Directeur du Centre National Hospitalier de Lomé à compter du 10 Juillet 1962.

Son traitement reste imputable au budget du Centre National Hospitalier.

N° 72/D/MSP du 25-7-62. — M. Gogo Gomido Théophile, infirmier adjoint 4^e échelon, mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique du Togo par arrêté n° 210/MFP du 16 juillet 1962, est affecté à la Subdivision Sanitaire d'Atakpamé, en complément d'effectif.

Son traitement sera imputé au chapitre 22 — article 6 du budget général.

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} Juillet 1962.

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Office des Changes

AVIS No 381 de l'Office des Changes relatif aux relations financières avec la République Fédérale du Cameroun.

Le Cameroun occidental (ex-Cameroun méridional britannique) cesse de faire partie de la zone sterling et est inclus dans la zone franc.

Il en résulte, notamment :

1° — que les relations avec le Cameroun occidental sont soumises au régime applicable dans les relations avec la République fédérale du Cameroun ;

2° — que les comptes de toute nature ouverts en zone franc au nom de personnes physiques résidant habituellement au Cameroun occidental ou de personnes morales pour leurs établissements dans ce territoire sont transformés en comptes intérieurs ;

3° — que les dossiers de valeurs mobilières ouverts en zone francs au nom de personnes visées à l'alinéa qui précède sont transformés en dossiers intérieurs.

AVIS No 382 de l'Office des Changes

A compter du 16 juillet 1962, l'importation au Togo ou l'exportation hors du Togo de billets et monnaies libellés en francs C.F.A. et émis par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est limitée à 75.000 francs C.F.A. par voyageur.

Cette limitation ne s'applique pas aux personnes à destination ou en provenance des Républiques du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Niger, de la Mauritanie, du Dahomey et de Haute-Volta.

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à formuler opposition aux présentes, immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de 1^{re} instance de Lomé et de la section de Sokodé du tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Suivant réquisition, no 4.477, déposée le 30 Juin 1959, M. Alpha Vitus, profession d'ouvrier des T.P. du Niger, demeurant à Lama-Kara et domicilié à Niamey, propriétaire majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, représenté par M. Alpha Idrissou, cultivateur à Lama-Kara (Maison Palanga), demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 11 ares 88 cas, situé à Baou, Circonscription de Lama-Kara et borné au nord par Bikli Dao, à l'est par la route interterritoriale Lomé-Dapango, au sud par Soba N'Zanou et à l'ouest par Tchédre Dao.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, no 4.478, déposée le 16 Septembre 1959, M. Nyame A. Louis, profession de Pêcheur, demeurant à Anécho majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 ares 13 cas, situé à Anécho, connu sous le nom de Dégbenou et borné au nord par Dédé d'Almeida Dovi, à l'est par une rue non dénommée, au sud par une rue non dénommée et à l'ouest par Adoté Djama-djito.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, no 4.479, déposée le 13 Février 1959, M. Kengbo Moïse, profession de Moniteur Agricole, demeurant à Palimé majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 8 ares 46 cas, situé à Palimé, Circonscription Administrative de Klouto connu sous le nom de Noumétoukondji et borné au nord par un passage projeté au sud et à l'est par Komlan Davoudou et à l'ouest par Joseph Baéta.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, no 4.480, déposée le 5 Mars 1959, M. Laté L. Lawson, profession de planteur, demeurant à Atakpamé, majeur, non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1 ha 72 ares 82 cas, situé à Bè, Circonscription Administrative de Lomé connu sous le nom de Kékégou et borné au nord par Tengé Agboka, Eklou Attiso, Avlessi, au sud par Messan Kuadjo, à l'est par Tengé Agboka et à l'ouest par Eklou Attiso, Avlési et Tokpo Blebu.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, no 4.481, déposée le 27 Juin 1962, M. Robert Kpadénou, s/c de M. Koulefianou Antoine, ajusteur C.F.T. Lomé, profession de Menuisier, demeurant à Sokodé, majeur, non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de cinq ares, Soixante-treize centiares (5 ares 73 cas) situé à Lomé-Tokoin, Circonscription Administrative de Lomé, et borné au nord par une rue en projet au sud par la propriété Cécile Kpodar, à l'est par la propriété Joseph D. Lawson et à l'ouest par la propriété Dazie Noukaméwo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.482, déposée le 18 octobre 1957, M. Afomale Arnold, profession de planteur, demeurant à Kpélè-Elè majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de cacaoyers, de kolatiers et de palmiers à huile, d'une contenance totale de 1 ha 25 ares 32 cas situé à Kpélè-Elè Circonscription Administrative de Klouto connu sous le nom de Tokpli et borné au Nord par Assiko Médomégbé, au Sud par Agbewogbe à l'Est par un Ravin non dénommé et à l'Ouest par Daniel Nyazonzon.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.484, déposée le 5 Juillet 1962, M. Da Gloria Boussari Christophe, profession de Radiotechnicien, demeurant à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 15 ares 36 cas situé à Lomé Circonscription Administrative de Lomé connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord par la propriété Platsri Agboka, à l'Est par la propriété Ahiankou, au Sud par une rue en projet et à l'Ouest par la Route de Djagblé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.485, déposée le 15 Mai 1959, M. Tchacorom Mani Honoré, profession de Commissaire de Police, demeurant à Tsévié, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 16 cas situé à Lomé connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord par une rue non dénommée, à l'Est par Jean Awlime, au Sud par Ayoussou Sagbadjelou et à l'Ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.486, déposée le 11 août 1958 M. Alfa Alassane Yéssifou, profession de cultivateur, demeurant à Agadji-Akposso-Sud, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de de trente six (36 ares) situé à Agadji-Village, Circonscription Administrative d'Akposso et borné au Nord par Simon Kossi Afomale au Sud par Yédé Kouassi et Emmanuel Kokou Apedo, à l'Est par Joseph Gbogbotchi Nayo et à l'Ouest par Simon Kossi Afomale.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 4.487, déposée le 16 octobre 1959, M. Djanado Kodjo Georges, profession de chaudronnier, demeurant à Lomé-Tokoin, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain nu consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 39 cas situé à Lomé-Tokoin, Circonscription Administrative de Lomé connu sous le nom de Gazépé et borné au Nord par Hermann Kugbeadjo, au Sud par Evédji A. Sagbadjelou, à l'Est par un projet de rue et à l'Ouest par Evédji A. Sagbadjelou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 4.489, déposée le 19 Juillet 1962, M. Nolitse Awoukou Lucien, profession d'Employé du Crédit du Togo, demeurant à Lomé 13 rue Kwassi Bruce, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 ares 93 cas situé à Lomé Circonscription Administrative de Lomé connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord par la propriété Gavi Konou, à l'Est par la propriété Gavi Konou, au Sud par la propriété Gavi Konou et à l'Ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 4.490, déposée le 26 Décembre 1958, M. Amewoui Ekué Francis, profession de Comptable au Togafrica, demeurant à Lomé majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 25 cas situé à Lomé-Tokoin Circonscription Administrative de Lomé connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord par Aouté Félix, à l'Est par Tamegnon Yao Andréas, au Sud par Apélété Evédji Sagbadjelou et à l'Ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 4.491, déposée le 20 juillet 1962 M. Jonathan Savi de Tove, profession de propriétaire, demeurant à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 9 ares 21 cas situé à Lomé-Tokoin-Wuiti, circonscription administrative de Lomé connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par une rue en projet, à l'est par la route de Djagblé, au sud par la propriété de Savi de Tové Jonathan (T.T. 4.862) et à l'ouest par la propriété Kpéssèh Kpognon.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4492, déposée le 25 juillet 1962, M. Agbobli Frédéric, profession d'employé de commerce, demeurant à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7 ares 34 cas situé à Lomé connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au nord par une rue projetée, à l'est et au sud par la propriété Kaké Aho et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4493, déposée le 25 juillet 1962, Mme Confort Johnson, profession de revendeuse, demeurant à Lomé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 ares 51 cas situé à Lomé circonscription administrative de Lomé connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné à l'est par les héritiers Octaviano Olympio, au nord par rue Okiki Aguiar prolongée, à l'ouest par Confort Johnson et au sud par Michel Comashie.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4494, déposée le 16 octobre 1958, M. Jean Akakpo, profession de cultivateur, demeurant à Kissibo, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers et de caféiers, d'une contenance totale de 3 ha 00 a 10 cas situé à Kissibo sud, circonscription administrative d'Akposso connu sous le nom de Avegbe et borné au nord par Duassime et Amedodzi Edoh, à l'est par Yawokouma Avedzi au sud par le ruisseau Kéta et Ahovi Anonéné et à l'ouest par Akakpo Daniel.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière.
J. A. Hillah

Immatriculations au registre du commerce

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé le 6 juillet 1962 sous le n° 656 chronologique, M. Thomas Kwami Appeti, président du Conseil d'Administration, a requis l'immatriculation au registre de commerce de la Société dénommée, «Société de Développement et d'Approvisionnement du Canton d'Akposso-Litimé» (SODACA-LITIME).

Inscription a été faite le 6 juillet 1962 au Livre 3 n° 126 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé le 6 juillet 1962 sous le n° 655 chronologique, M. Roux Henri Pascal, directeur local, a requis l'immatriculation au registre de commerce de la Société dénommée «N. V. Compagnie Commerciale Hollando Africaine».

Inscription a été faite le 6 juillet 1962 au Livre 4 n° 120 analytique.

Par déclaration déposée au greffe de Tribunal de Première Instance de Lomé le 14 juillet 1962, sous le n° 658 chronologique, M. Sitti Joél Ayih Zoundah a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite le 14 juillet 1962 au Livre 1 n° 173 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé le 25 juillet 1962, sous le n° 659 chronologique, M. Botchway Kommey William a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite le 26 juillet 1962 au Livre 1 n° 174 analytique.

Pour insertion et avis :

Le Greffier en Chef,
E. T. Lawson

Inscriptions modificatives

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé le 6 juillet 1962 sous le n° 654 chronologique, M. Guy Deceneux, agent général fondé de pouvoirs de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (FAO-Togo) a requis l'inscription modificative de la Société dénommée «Compagnie Française de l'Afrique Occidentale» en augmentation de capital.

Inscription a été faite le 6 juillet 1962 au Livre 4 n° 70 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé le 7 juillet 1962 sous le n° 657 chronologique, M. Juliao Aguiar, gérant, a requis l'inscription modificative de la Société dénommée «Entreprise de Constructions et Travaux Publics Aguiar Frères» en révocation et modification de gérant.

Inscription a été faite le 7 juillet 1962 au Livre 3 n° 62 analytique.

Pour insertion et avis :

Le Greffier en Chef,
E. T. Lawson

AVIS DE VENTE DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte sous signatures privées en date à Lomé, du

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites à peine de forclusion au plus tard dans les dix jours de la présente insertion, et seront reçues à Lomé, au domicile de l'acquéreur où domicile est élu par les parties à cet effet.

Pour deuxième avis
J. Desgranges.

NECROLOGIE

Le Ministre de la Fonction Publique a le regret de faire part du décès survenu à l'hôpital de Tabligbo le 4 juillet 1962 de M. Abdoulaye Bourima Jean, ouvrier principal de 3^e échelon du cadre des Travaux Publics.

